

Saumur Agglopropreté

201, boulevard Jean Moulin
BP 90036
49401 SAUMUR Cedex
02 41 50 44 67
accueil@agglopropre49.fr

L RAPPORT DU MANDATAIRE

Communauté d'Agglomération Saumur
Val de Loire

Exercice
du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021

SOMMAIRE

Partie 1. La vie de la société	4
1. LA VIE SOCIALE	4
1.1. La gouvernance et les mandataires sociaux	4
1.2. L'Actionnariat	5
1.3. Le contrôle analogue	5
1.4. Les commissaires aux comptes	6
1.5. Les contrôles externes.....	6
2. Le personnel de la société.....	7
2.1. Effectif et mouvements de personnel	7
2.2. Organigramme.....	8
2.3. Nombre de contrat et turn-over.....	9
2.4. Moyenne d'âge et ancienneté.....	10
2.5. Intérim.....	11
2.6. Dialogue social	11
2.7. Politique de santé – Sécurité au travail	12
2.8. Absences	13
2.9. Plan de développement des compétences.....	13
3. Les locAux de l'entreprise	15
Partie 2. L'activité opérationnelle de l'exercice écoulé	16
Partie 3. La présentation des comptes annuels	19
1. PRINCIPAUX CHIFFRES	19
2. ANALYSE DU BILAN	19
2.1. DETAIL ACTIF - PASSIF.....	19
2.2. PRINCIPAUX RATIOS DU BILAN	22
2.3. SITUATION DE LA TRESORERIE	22
3. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT	23
3.1. LE RESULTAT D'EXPLOITATION	24
3.2. LE RESULTAT EXCEPTIONNEL	29
3.3. LE RESULTAT FINANCIER	29
4. LE CALCUL DE L'IMPOSITION DE LA SOCIETE	30
5. LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	30
5.1. LA VALEUR AJOUTEE PRODUITE	31
5.2. L'EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	31
5.3. LE RESULTAT D'EXPLOITATION	31
6. DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	31
7. INFORMATIONS SUR LE SOLDE DES DETTES FOURNISSEURS DE L'EXERCICE	32

8.	DISTRIBUTION DES DIVIDENDES	33
9.	EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE	33
Partie 4. Engagements de la collectivité au sein de la SPL Saumur Agglopropreté		35
1	CAPITAL SOUSCRIT	35
2	AVANCE EN COMPTE COURANT D'ASSOCIE	35
3	GARANTIE D'EMPRUNT	35
4	LES CONVENTIONS ET CONTRATS	35
Partie 5. Apports de la SPL à la collectivité.....		36
1	Rappel : présentation de l'outil SPL	36
2	LES SERVICES RENDUS A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION	37
Partie 6. Exercice du mandat d'administrateur.....		38
1.	LES REPRESENTANTS DE LA CASVL AU SEIN DE LA SPL	38
2.	FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	38
3.	ASSEMBLEE GENERALE	39

Partie 1. LA VIE DE LA SOCIETE

1. LA VIE SOCIALE

1.1. LA GOUVERNANCE ET LES MANDATAIRES SOCIAUX

La société est administrée par un Conseil d'administration.

Par délibération en date du 27 mai 2014, le Conseil d'administration a opté pour la dissociation des fonctions de Président et de Directeur général.

Suite au renouvellement des représentants de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire lors du Conseil communautaire du 30 juillet 2020, M. Gérard POLICE a été désigné pour assurer la fonction de Président de la société par délibération du Conseil d'administration du 10 septembre 2020, pour la durée restante de son mandat d'élu.

Le Conseil d'Administration du 27 avril 2021 a décidé d'attribuer une rémunération au Président du Conseil d'Administration et a décidé de fixer le montant de cette rémunération brute mensuelle à 486,17 euros. Conformément à l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire du 15 février 2021 a autorisé le Président du Conseil d'Administration à percevoir cette rémunération.

Madame Aurélie Kaminski a été désignée Directrice générale par délibération du Conseil d'administration du 19 novembre 2014, pour une durée illimitée. Madame Aurélie Kaminski a présenté sa démission de son mandat de Directrice générale par courrier le 15 novembre 2021. Ses missions ont pris fin le 15 janvier 2022.

Le Conseil d'Administration, lors de sa réunion du 14 décembre 2021, a désigné Monsieur David GOUDET en tant que Directeur général, à partir du 15 janvier 2022 et pour une durée indéterminée.

Le tableau suivant récapitule les différents mandats ou fonctions exercées par les différents mandataires sociaux dans d'autres sociétés.

NOM	FONCTIONS	PERIODE	MANDAT EXERCE DANS UNE AUTRE SOCIETE	
Gérard POLICE	Président	Depuis le 10/09/2020	Néant	
Aurélie KAMINSKI	Directrice générale	Du 19/11/2014 au 15/01/2022	Du 19/11/2014 au 15/01/2022	Directrice générale – SémA-E
David GOUDET	Directeur général	A partir du 15/01/2022	A partir du 15/01/2022	Directeur général de la SEMA-E

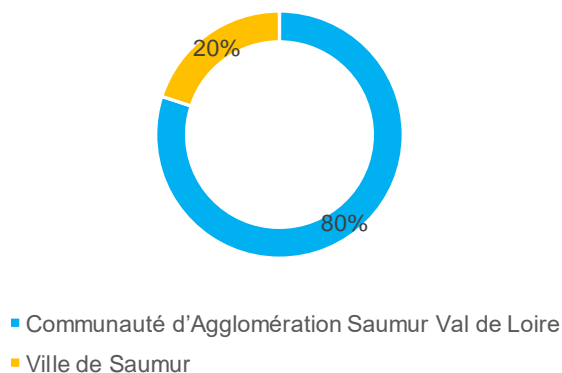
1.2. L'ACTIONNARIAT

Le tableau ci-dessous récapitule l'actionnariat et la répartition des postes d'administrateurs à la clôture de l'exercice écoulé.

SOCIETE PUBLIQUE LOCALE SAUMUR AGGLOPROPRETE
SITUATION ADMINISTRATIVE AU 31/12/2020
CAPITAL DE 100 000 EUROS DIVISE EN 100 ACTIONS DE 1 000 EUROS.

ACTIONNAIRE	%	NOMBRE D'ACTIONS	REPRESENTANT LORS DE L'AG	REPRESENTANTS LORS DES CA
Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire	80 %	80	M. Christian RUAULT	Madame Sylvie BEILLARD Monsieur Jackie GOULET Monsieur Grégory PIERRE Monsieur Gérard POLICE Madame Sylvie PRISSET Monsieur Christian RUAULT Madame Jacqueline TARDIVEL Monsieur Eric TOURON
Ville de Saumur	20%	20	M. Bruno PROD'HOMME	Monsieur Kong-Mong CHA Monsieur Bruno PROD'HOMME

Actionnariat de la SPL Saumur Agglopropreté



Le Conseil d'Administration du 14 décembre 2021 a pris acte de la désignation de Madame Nicole MOISY en tant que représentante de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire. au Conseil d'Administration de la SPL Saumur Agglopropreté en remplacement de Monsieur Eric TOURON. Les formalités ont été réalisées auprès du greffe du Tribunal du Commerce dans la foulée.

1.3. LE CONTROLE ANALOGUE

Un dispositif de contrôle renforcé a été instauré et approuvé de manière concordante par décision n° 2018-013DB du Bureau de la Communauté d'Agglomération en date du 25 janvier 2018 et par délibération n°2018-13 du Conseil municipal de la Ville de Saumur en date du 9 février 2018.

Dans le cadre du nouvel exécutif et de la désignation d'un Vice-président spécifiquement en charge du contrôle analogue des SPL, il a été proposé de mettre en œuvre un nouveau règlement de contrôle analogue. Ce nouveau règlement a été approuvé par le Bureau de la Communauté d'Agglomération du 11 février 2021.

1.4. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le tableau ci-dessous récapitule les mandats des commissaires aux comptes.

NOMS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	DUREE DU MANDAT (DANS LES STATUTS)
Titulaire : TGS France AUDIT, représenté par M. Sylvain Bégenne	6 ans

Conformément à l'article 23 des statuts, le mandat du Commissaire Aux Comptes, TGS France AUDIT, a été renouvelé en 2019.

Il prendra fin à l'issue de la période de 6 ans et sera donc renouvelable lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels clos au 31 décembre 2024.

Le Commissaire Aux Comptes rendra son rapport annuel selon les délais réglementaires en vigueur. Ce rapport sera examiné lors de l'Assemblée Générale.

1.5. LES CONTROLES EXTERNES

La société n'a pas été contrôlée en 2021 par un organisme extérieur.

2. LE PERSONNEL DE LA SOCIETE

2.1. EFFECTIF ET MOUVEMENTS DE PERSONNEL

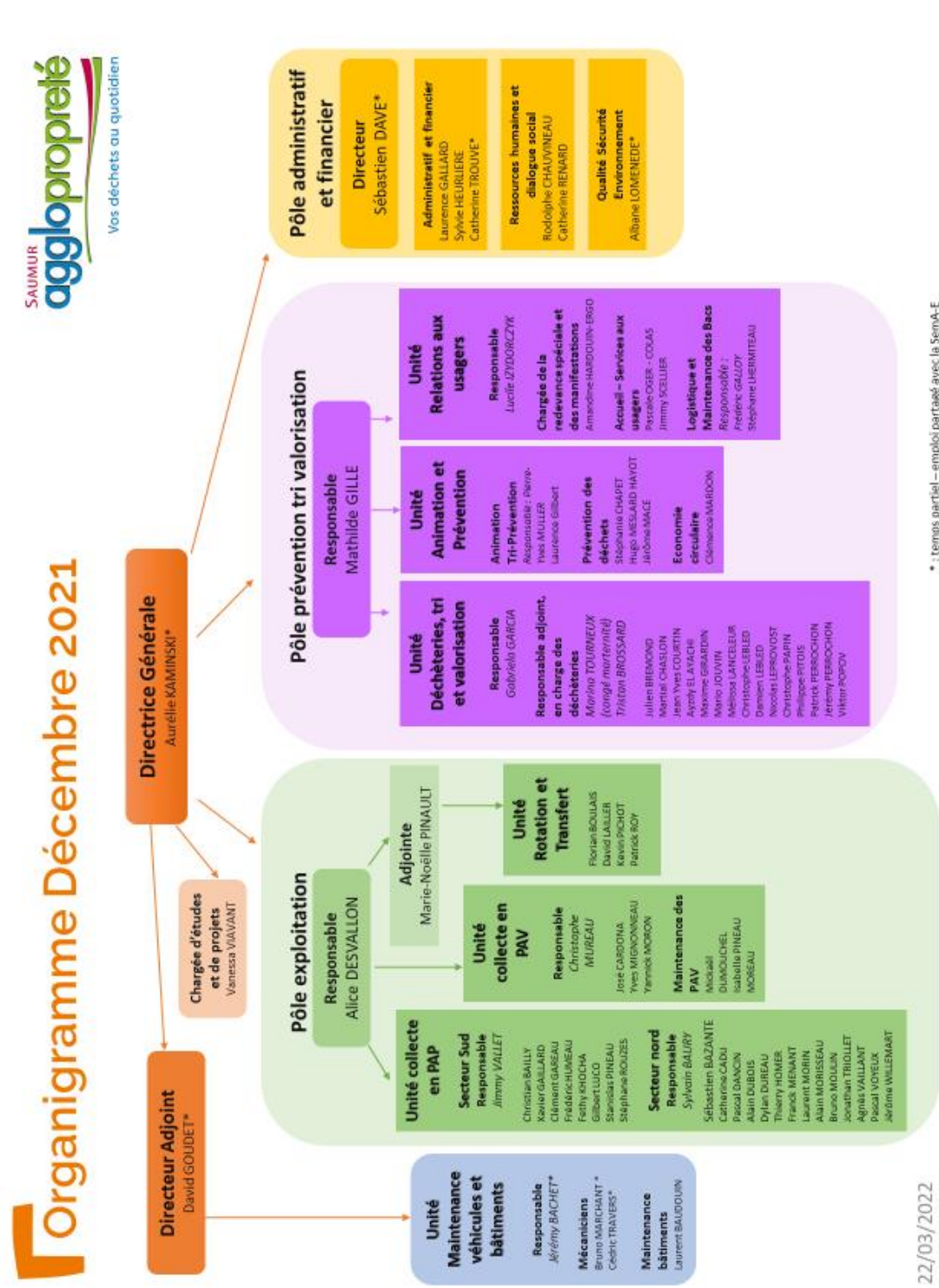
Au 31 décembre 2021, la société compte 73 personnes (en contrat à durée indéterminée et déterminée) et 9 fonctionnaires territoriaux détachés, soit 82 personnes physiques, correspondant à 76,98 ETP sur l'ensemble de l'année. Les effectifs sont stables par rapport à 2020, les ETP sont en baisse en raison de la mise en place de contrat en temps partiel.

	2020	2021	Evolution
Effectif au 31/12	82	82	0,00%
ETP au 31/12	77,66	76,98	-1,42%

Emplois au 31/12/2021 (CDI et CDD)	NB. PERS.	NB. ETP	ETP en %
Direction	2	1,05	1,37%
Administratif / Financier / RH / QSE	7	5,89	7,69%
Communication	0	0	0,00%
Etudes	1	1	1,29%
Exploitation - Collecte / Encadrement	1	1	1,31%
Exploitation / Maîtrise	4	4	5,22%
Collecte	31	30,9	40,36%
Total Exploitation	36	35,9	46,89%
Prévention - Tri / Déchèterie - Relation Usagers/ Encadrement	1	1	1,31%
Prévention	5	4,8	6,27%
Broyage - Compostage	1	1	1,31%
Déchèterie - Maîtrise	3	3	3,92%
Tri / Déchèterie	16	13,83	18,06%
Relation usagers / Maîtrise	1	1	1,31%
Relations Usagers	5	5	6,53%
Total Prévention - Tri / Déchèterie – Relation Usagers	32	29,63	38,70%
Maintenance - Entretien / Maîtrise	1	0,73	0,95%
Maintenance - Entretien	3	2,37	3,10%
Total Maintenance	4	3,1	4,05%
TOTAL	82	76,57	100,00%

Par ailleurs, Saumur Agglopropreté embauche tout au long de l'année des intérimaires pour pallier des absences ou répondre à des surcroits d'activité, conformément au Code du travail.

2.2. ORGANIGRAMME

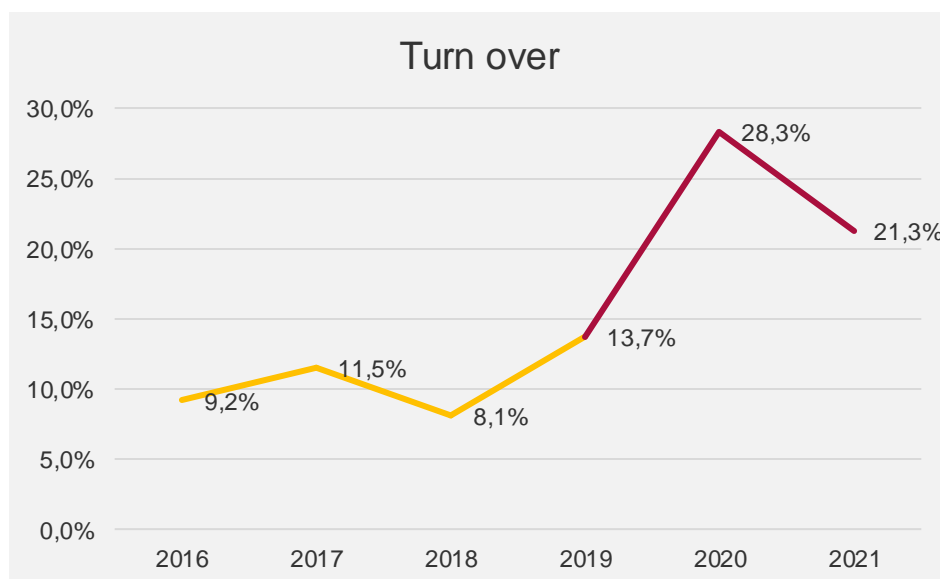


2.3. NOMBRE DE CONTRAT ET TURN-OVER

	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	VARIATION
CDD	7	3	2	3	3	0%
CDI et Détachés	52	51	54	79	79	0%
Total	59	54	56	82	82	0%

Les effectifs étant stables sur l'année 2021, la variation est nulle entre 2020 et 2021.

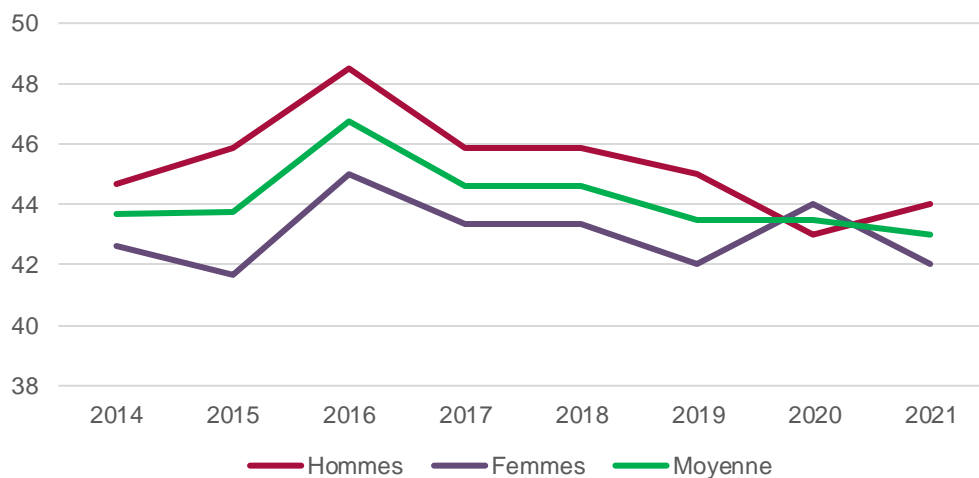
ANNEE	TURN-OVER	NOMBRE D'ARRIVEES	NOMBRE DE DEPARTS	EFFECTIF AU 1 ^{ER} JANVIER
2021	21,25%	17	17 (7 fin de CDD, 3 démissions, 3 rupture conventionnelle et 3 départ à la retraite, 1 fin de détachement)	80
2020	28,3%	31	8 (3 fin de CDD, 3 démissions, 1 rupture conventionnelle et 1 départ à la retraite)	69
2019	13,7%	9	5 (dont 3 ruptures conventionnelles et 1 licenciement pour inaptitude)	51
2018	8,1%	5	3 (dont deux pour inaptitude)	49
2017	11,5%	6	5 (4 départs en retraite et un licenciement pour faute)	48



Le turn-over est en baisse sur l'année 2021. Cette baisse s'explique par la stabilité des effectifs et un nombre de départs égal au nombre des arrivées.

2.4. MOYENNE D'AGE ET ANCIENNETE

Evolution de l'âge moyen des effectifs

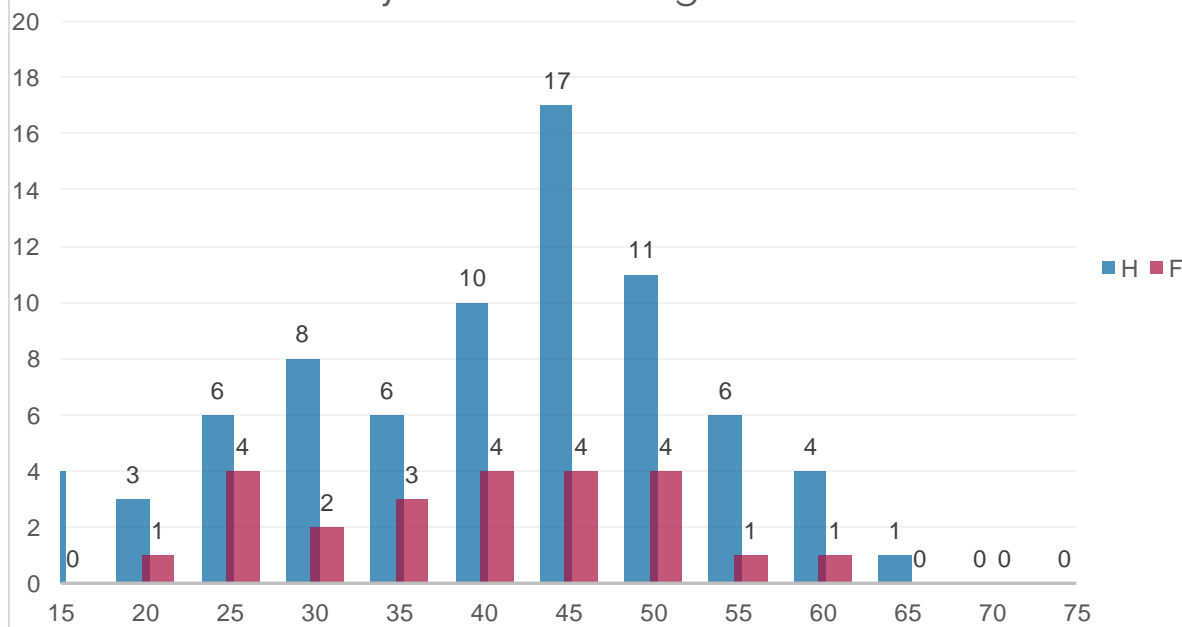


Au 31/12/2021, l'âge moyen global est de 43,00 ans :

- 44 ans pour le personnel homme (60 salariés)
- 42 ans pour le personnel femme (22 salariées)

Le rajeunissement des effectifs se poursuit encore en 2021 et s'explique par les recrutements de personnes plus jeunes lors des départs notamment en retraite.

Pyramide des âges

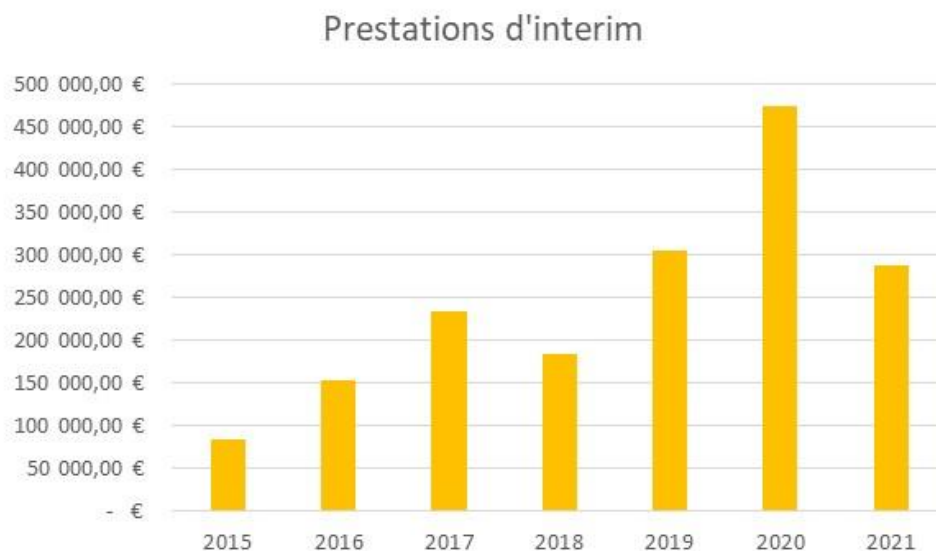


La pyramide des âges 2021 s'étire en raison de l'internalisation des contrats d'été (remplacement des congés estivaux par des étudiants).

2.5. INTERIM

La société a recours à l'intérim pour des besoins classiques : accroissement d'activité, remplacement d'arrêts maladie ou d'accident du travail.

Les prestations d'intérim sont en baisse très significative sur l'année 2021.



2.6. DIALOGUE SOCIAL

Un renouvellement du CSE de la SPL de Saumur Agglopropreté a eu lieu en 2021.

Suite aux élections qui se sont déroulées le 1^{er} et le 15 juin 2021, un nouveau CSE a été élu pour une durée de 4 ans et se compose désormais de 8 membres :

- Trois membres titulaires et un membre suppléant pour le collège « employés et ouvriers » ;
- Deux membres titulaires et deux membres suppléants pour le collège « maîtrise et cadres ».

Cette nouvelle instance fonctionne désormais suivant des règles propres aux CSE dans les entreprises de plus de 50 salariés dont voici les principales :

- Assurer l'expression collective des salariés permettant la prise en compte permanente de leurs intérêts ainsi que la présentation des réclamations individuelles ou collectives
- Contribution à la promotion de la santé, la sécurité et des conditions de travail (4 réunions annuelles sont obligatoires sur ce thème)
- Réalisation d'enquêtes en matière de santé au travail
- Informations et consultations récurrents sur :
 - les orientations stratégiques
 - la situation économique et financière
 - la politique sociale, les conditions de travail et l'emploi
- la mise à disposition de moyens propres :
 - Attribution d'un budget de fonctionnement ;
 - Attribution d'un budget lié aux activités sociales et culturelles.
- Le droit pour les membres du CSE à une formation dans le domaine de la santé, de la sécurité et des conditions de travail ainsi qu'une formation économique

- La prise par les membres du CSE sur leurs temps de travail, d'heures de délégation (19h/mois/titulaires)

La première réunion de cette instance a eu lieu le 1er juillet 2021 selon un rythme mensuel ou bimensuel.

Au cours de ces réunions, les principaux points et échanges ont notamment portés :

- sur la santé et la sécurité des salariés découlant en partie de la pandémie de COVID-19
- l'amélioration des conditions et de l'organisation du travail
- la prise en compte des questions de rémunération et de pouvoir d'achat (demande de revalorisation des salaires ou attribution de prime afin de prendre en compte de l'inflation)

2.7. POLITIQUE DE SANTE – SECURITE AU TRAVAIL

Saumur Agglopropreté accorde une place importante à la sécurité de ses salariés. Cela se traduit par une animation de la sécurité au sein de l'entreprise et une recherche d'amélioration continue en matière de prévention des risques professionnels.

En 2021, des dispositifs d'alarme pour les travailleurs isolés via l'application Beepiz ont été mis en place. Cette mesure concerne les chauffeurs de camions ampliroll et de camions grue, ainsi que les agents qui travaillent seuls sur le terrain.

Par ailleurs, les procédures à suivre en cas d'alerte nucléaire ont été mises en place sur chacun des sites situés dans le périmètre de sécurité de la centrale nucléaire de Chinon.

Concernant la pandémie de COVID-19, les consignes sanitaires au sein de l'entreprise ont été appliquées, sur la base des protocoles du gouvernement. Ces mesures ont impliqué la limitation du nombre de personnes pouvant déjeuner en même temps dans la même salle, l'obligation du port du masque dans tous les locaux et en déchèterie, l'adaptation des horaires d'embauche en collecte (réduction du nombre de personnes présentes dans les vestiaires), des mesures de désinfection des véhicules et des tables, le rappel des gestes barrières, ainsi que la poursuite de du télétravail pour le personnel le pouvant.

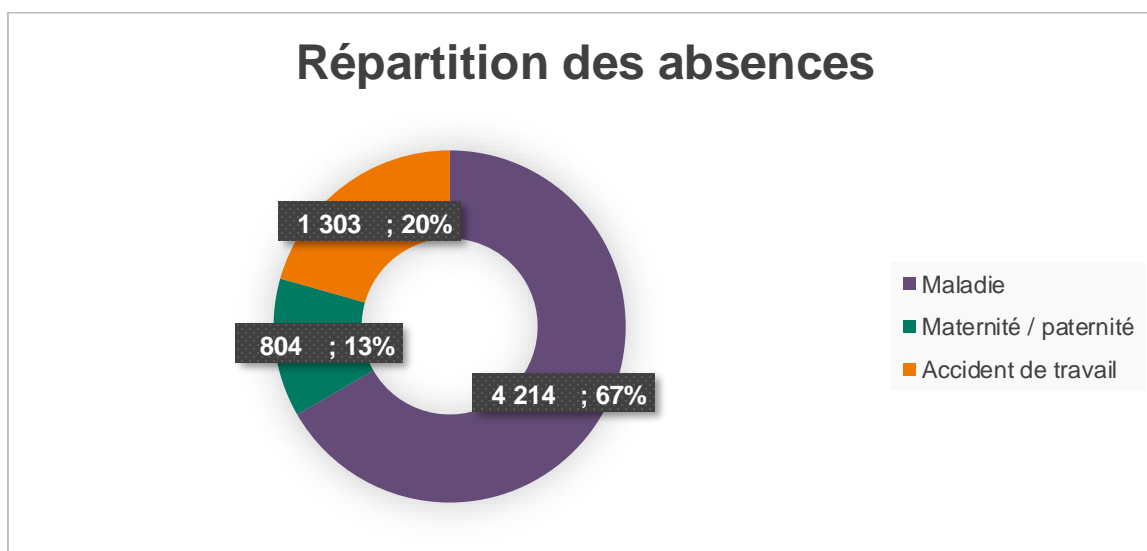
Concernant les accidents de travail, ces derniers sont analysés régulièrement. Des réunions sont organisées en groupe de travail, en présence de différents collaborateurs : ressources humaines, membres du CSE et responsables concernés. Le but de ces réunions est d'étudier la ou les causes de l'accident et de proposer des actions concrètes à la Direction, afin d'éviter leur réapparition.

En 2021, l'entreprise a recensé 17 accidents de travail, dont 11 ayant donné lieu à un arrêt de travail, pour un total de 245 jours.

2.8. ABSENCES

ABSENCES (NB HEURES)	2017	2018	2019	2020	2021	VARIATION 2020/2021
Maladie	2 106	2 654	4 031	4967	4214	-15.16%
Maternité/Paternité	56	0	959	923	804	-12.89%
Accident du travail	4 034	1 416	440	1112	1303	+17.18%
Total	6196	4070	5430	7002	6321	-9.73%

Hormis la hausse des heures d'absence liées aux accidents du travail évoqués dans le paragraphe précédent, les autres absences sont en baisse par rapport à celles de 2020.

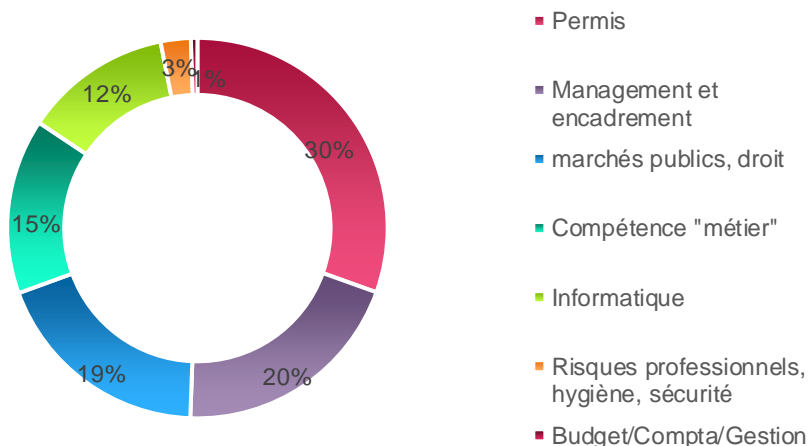


2.9. PLAN DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES

Conformément aux obligations légales, Saumur Agglopropreté se dote annuellement d'un plan de développement des compétences pour maintenir à jour les formations obligatoires des salariés, mais également pour développer leur employabilité.

En 2021, 1958 heures de formation ont été suivies par l'ensemble du personnel de la SPL. Ce volume de formation a été réparti entre 75 personnes uniques au sein de l'entreprise.

Répartition du budget de formation

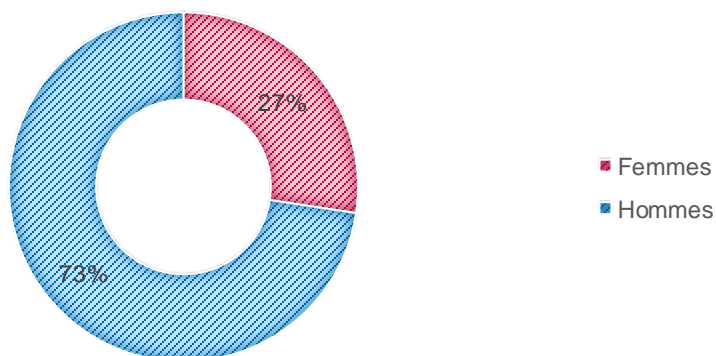


Pour l'année 2021, les formations obligatoires en lien avec l'activité de la société (renouvellement de permis/ CACES/ FCO) représentent encore une fois à elles seules plus de 30% du budget dédié aux formations.

La mise en place du CSE à l'été 2021 a également entraîné une augmentation des formations juridiques obligatoires (formation des nouveaux élus au fonctionnement de l'instance, formation en lien avec la santé, la sécurité et les conditions de travail, formation des référents harcèlement sexuel), ces dernières représentent une part de 18% du budget 2021.

Grace à un partenariat avec les services de santé au travail qui réalisent en partie, gratuitement les formations SST, la part des formations en lien avec la sécurité et les risques professionnels n'impacte pas le budget de formation alors qu'elle représente 4,8% du temps passé en formation.

Répartition du temps de formation entre femmes et hommes



La répartition des heures de formation apparaît en faveur des hommes mais équivaut à la répartition des effectifs entre femmes et hommes dans l'entreprise (26,8% de femmes et 73,2% d'hommes).

Les femmes suivent donc autant de formation que les hommes.

Bilan financier du plan de développement des compétences 2021

Le plan de développement des compétences 2021 représente un investissement en termes de coûts pédagogiques de 45 556€, soit 2,01% de la masse salariale brute.

Depuis 2020 et la réforme de la formation professionnelle, l'intégralité du budget (sauf exceptions) est à la charge de l'entreprise qui ne bénéficie donc plus de prise en charge par son OPCO.

Au travers de différents dispositifs, Saumur Agglopropreté a pu cependant bénéficier d'aide à hauteur de 5 465 € soit 10.26% de son investissement formation.

3. LES LOCAUX DE L'ENTREPRISE

Le siège social de l'entreprise situé 201 boulevard Jean Moulin à Saumur est en location.

Les locaux loués occupent une superficie totale de 713,61 m² et font partis d'un ensemble à usage commun avec la SémA-E, propriétaire desdits locaux. La répartition de l'utilisation de ces locaux (usage et entretien) est de 80 % pour Saumur Agglopropreté.

Ils sont composés :

- d'un immeuble comportant les bureaux et les vestiaires,
- d'un ensemble pour la maintenance du matériel,
- de deux pistes de lavage,
- d'un lieu de stockage,
- de parkings

Suite à la décision de la communauté d'agglomération de confier à la SPL la gestion du service sur l'ensemble du territoire communautaire en 2020, des besoins en bureaux supplémentaires sont apparus.

Un projet d'extension a donc été porté par la SEMA-E, en tant que propriétaire du site.

Le démarrage des travaux a eu lieu en septembre 2019. Les nouveaux bureaux ont été livrés en novembre 2020.

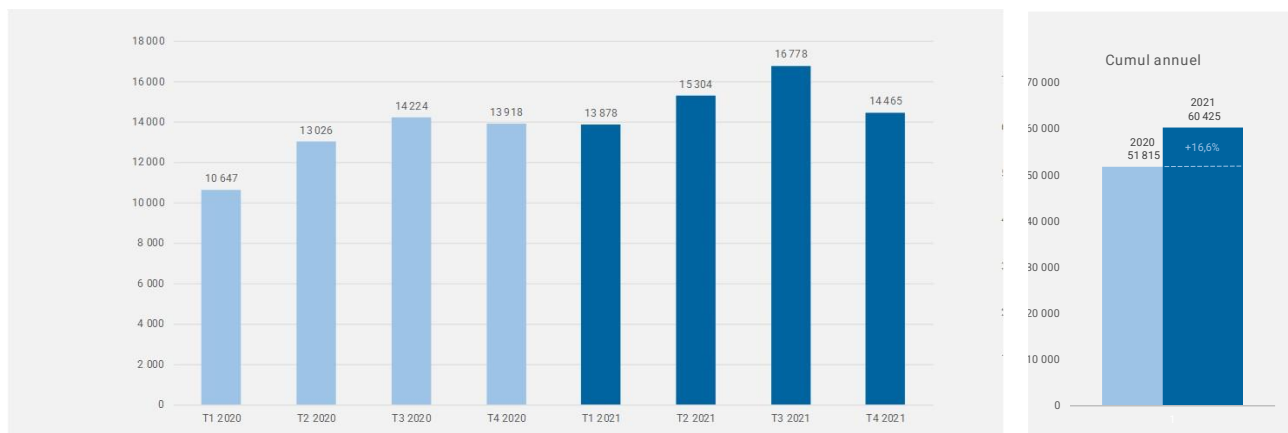
La société pour son activité exploite aussi six autres sites, mis à disposition par la CASVL dans le cadre du contrat de quasi-régie :

- la déchèterie de Montreuil-Bellay, à Champ de Liveau ;
- la déchèterie du Clos Bonnet, située rue du Tunnel à Saumur ;
- la déchèterie de Longué ;
- la déchèterie de Vernantes ;
- la déchèterie d'Allonnes ;
- le centre d'environnement et la déchèterie de Bellevue, situés route de l'ancien Vivy à Saumur.

Partie 2. L'ACTIVITE OPERATIONNELLE DE L'EXERCICE ECOULE

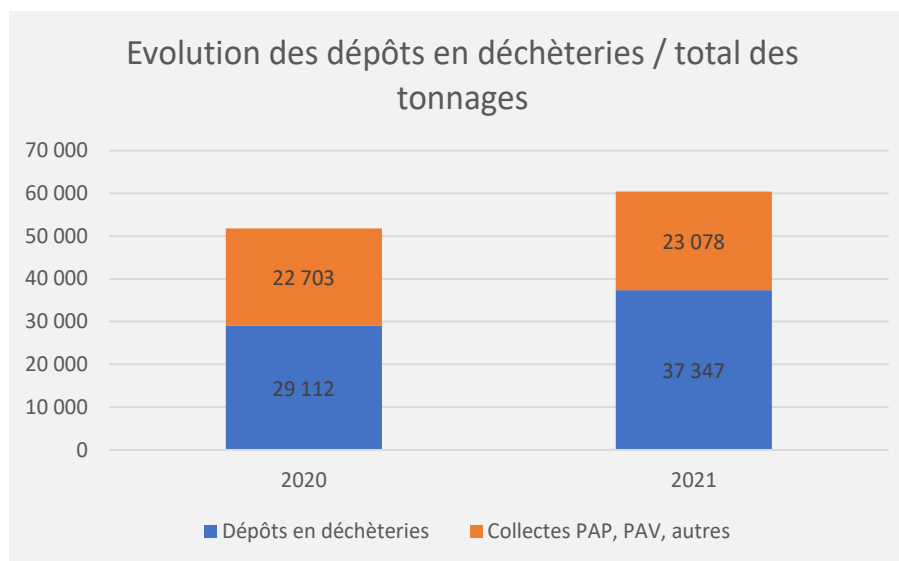
L'essentiel de l'activité de Saumur Agglopropreté en 2021 est lié à la mise en œuvre du contrat de quasi-régie avec la Communauté d'agglomération.

Les éléments ci-dessous présentent une vision synthétique de l'activité opérationnelle de l'année 2021. Pour plus de détail, il importe de se reporter au rapport d'activité de l'année 2021.



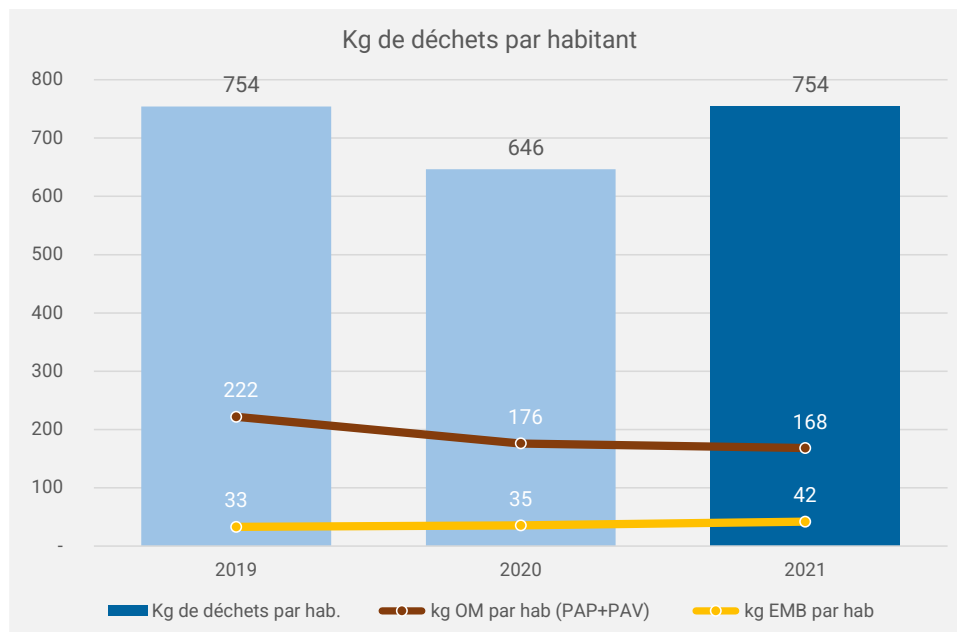
La quantité des déchets collectés (PAP + PAV + déchèteries) représente 60 425 tonnes en 2021, en hausse de 16,6% entre 2020 et 2021.

Cette augmentation est essentiellement due à la hausse des tonnages collectés en déchèteries. En effet, alors que les tonnages collectés en porte à porte et en points d'apport volontaire restent sensiblement équivalents entre 2021 et 2020, on constate une hausse de 28% des dépôts en déchèteries.

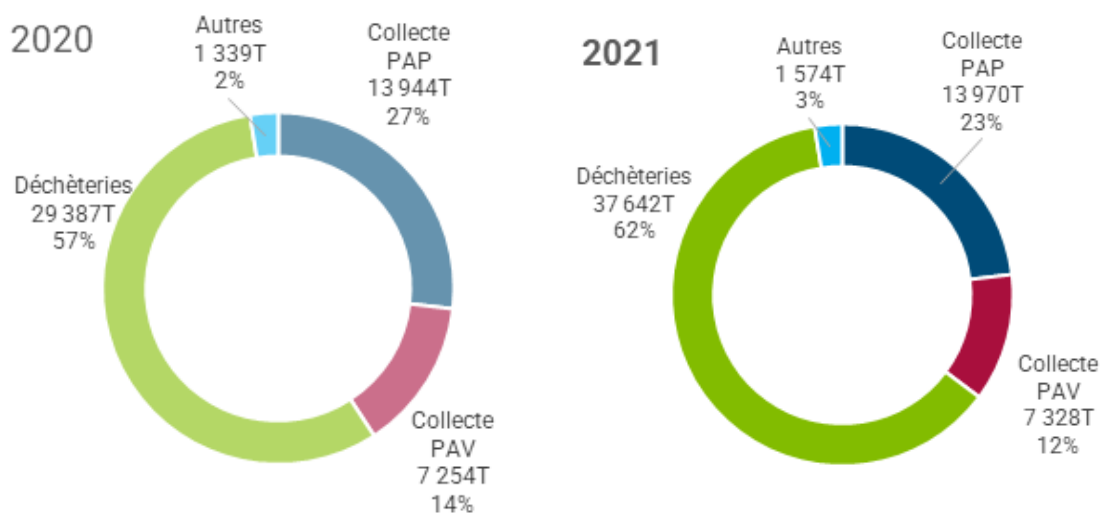


Le ratio quantité de déchets produits par habitants augmente. En effet, ce ratio passe de 646 kg en 2020 à 754 kg en 2021. Il retrouve le niveau d'avant COVID.

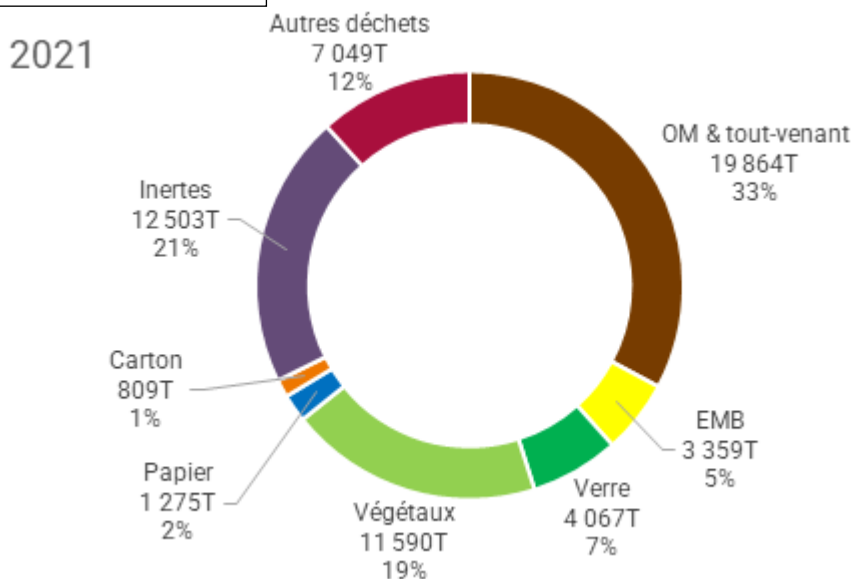
Toutefois, il est intéressant de noter que le traitement s'améliore d'année en année. En effet, la production d'ordures ménagères collectée diminue régulièrement depuis 2019, alors que la production d'emballages collectés augmente (+20% entre 2020 et 2021).



En 2021, la part de la collecte en déchèterie augmente et représente presque 2/3 des tonnages collectés, alors que la part de la collecte en porte-à-porte diminue et représente moins d'1/4 des déchets collectés.



Les principaux déchets collectés sont les ordures ménagères (33%), devant les inertes (21%) et les végétaux (19%). Ces trois types de déchets constituent les 3/4 des tonnages collectés.



Des compteurs routiers ont été installés en déchèteries. On a pu constater ainsi 298 724 passages en déchèteries dans l'année, répartis essentiellement sur 3 sites :

- 101 937 passages dans la déchèterie de Bellevue ;
- 100 366 passages dans la déchèterie du Clos Bonnet ;
- 51 417 passages dans la déchèterie de Longué.

L'extension du territoire, avec la reprise du secteur Nord au 1^{er} janvier 2020, a fait augmenter le nombre d'habitants collectés par la SPL. Avec une population de 81 552 habitants, le coût annuel par usager de la gestion des déchets par Saumur Agglopropreté est de 96,82 € HT (total des charges de la SPL Saumur Agglopropreté / nombre d'habitants).

Le coût d'un kilogramme de déchets est de 0,13 € HT en 2021 contre 0,141 € en 2020 (-7,8%).

Les véhicules de la société ont parcouru, en 2021, environ 720 000 kms. Ce chiffre est en baisse de 4% par rapport à 2020.

Ces déplacements ont généré :

- une consommation de carburants (gasoil et bioGNV) représentant plus de 330 000 € HT ;
- des dépenses de maintenance des véhicules qui s'élèvent à environ 290 000 € HT.

Par ailleurs, les équipes de Saumur Agglopropreté ont continué à développer les services aux usagers, les actions de prévention et à sensibiliser les habitants du territoire :

- 370 animations scolaires et extra-scolaires ont été organisées (contre 214 en 2020) ;
- 3 028 € de subventions ont été versés pour l'acquisition de poulaillers (42 bénéficiaires) ;
- 18 nouveaux sites de compostage partagé ont été créés (contre 10 en 2020) ;
- 10 100 gobelets réutilisables ont été loués (contre 1 500 en 2020) ;
- 381 composteurs individuels ont été distribués, en hausse par rapport à 2020 (301 composteurs distribués) malgré des ruptures de stocks ;
- 21 manifestations et événements ont été spécialement collectés : Anjou Vélo Vintage, Equivini, concours de voltige, Livres et vins, ;
- une 2e zone de gratuité a été inaugurée à Longué-Jumelles ;
- l'application Kyrielle a été mise en place. 4 792 utilisateurs l'ont utilisée à fin décembre (soit 6% de la population du territoire) pour 8 700 sessions ;
- 10 580 appels ont été recensés au standard ;
- 6 930 opérations de maintenance de bacs ont été effectuées (mise en place de bacs, réparations, changement de bacs cassés, volés...).

Partie 3. LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

1. PRINCIPAUX CHIFFRES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

En vue de donner une vue claire et synthétique de l'activité de la société et de son évolution, nous vous présenterons ci-après les chiffres les plus significatifs.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

- Le **chiffre d'affaires H.T.** s'est élevé à **7 445 496 euros** contre 7 214 285 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de 3,2 % ;
- Le total des **produits d'exploitation** s'élève à **7 536 532 euros** contre 7 299 704 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de 3,2 % ;
- Les **charges d'exploitation** de l'exercice se sont élevées à **7 873 368 euros** contre 7 322 551 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de 7,5 % ;
- Le **résultat d'exploitation** ressort à **- 336 835 euros** contre -22 847 euros au titre de l'exercice précédent ;
- Le montant de la masse salariale s'élève à **3 359 358 euros** contre 3 152 301 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de 6,5 % ;

Compte tenu d'un **résultat financier** de **- 12 308 euros** contre - 7 869 euros au titre de l'exercice précédent, le **résultat courant avant impôt** de l'exercice ressort à **- 349 144 euros** contre - 30 716 euros pour l'exercice précédent.

Compte tenu des éléments ci-dessus, du **résultat exceptionnel** de **47 237 euros** contre 49 162 euros au titre de l'exercice précédent, **le résultat de l'exercice se solde par une perte de 301 906 euros** contre un bénéfice de 18 446 euros au titre de l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2021, le total du **bilan** de la Société s'élevait à **3 999 154 euros** contre 3 392 968 euros pour l'exercice précédent, soit une hausse de 18 %.

L'actif immobilisé est de **2 747 490 euros** contre 2 124 662 euros pour l'exercice précédent soit une variation de 29 %.

L'actif circulant est de **1 251 663 euros** contre 1 268 306 euros pour l'exercice précédent, soit une baisse de 1%.

Les **capitaux propres** sont de **401 976 euros** contre 757 700 €, soit une baisse de 47 %.

2. ANALYSE DU BILAN

2.1. DETAIL ACTIF - PASSIF

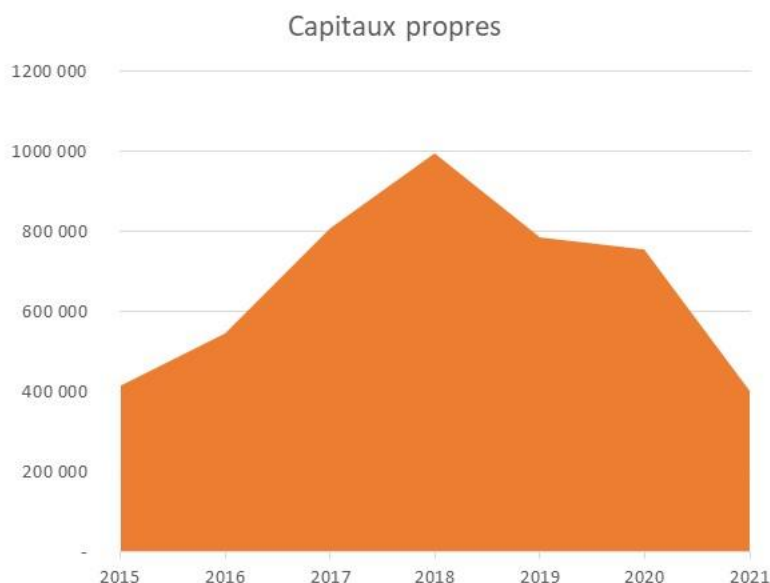
L'actif immobilisé est en hausse de 29% (2 747 490 € au 31/12/2021 contre 2 124 662 € au 31/12/2020).

Ce poste continue à augmenter (après une hausse très importante depuis 2019) avec la finalisation des nombreux investissements réalisés dès 2019 pour préparer la mise en place du

nouveau contrat en 2020 (équipements de déchèteries, véhicules, conteneurisation des foyers du territoire pour harmoniser le service et développer la collecte des emballages ménagers).

L'actif circulant diminue de 1% (1 251 663 € au 31/12/2021 contre 1 268 307 € au 31/12/2020).

Les capitaux propres de l'entreprise diminuent (-47 %) du fait de la perte constatée sur l'exercice.



Enfin, la dette auprès des établissements de crédit augmente de 66%. Elle s'élève à 2 189 151 € contre 1 318 066 € au 31/12/2020.

Cette hausse essentiellement par le financement de la conteneurisation de Saumur et du secteur Sud.

5 emprunts ont été contractés en 2021, pour un montant de 1 324 730 € :

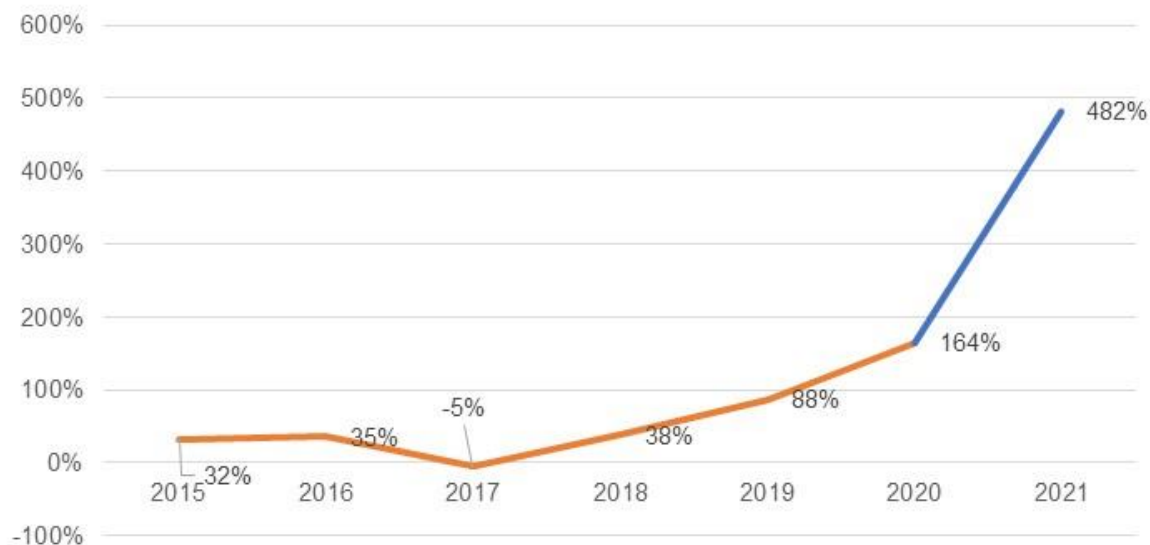
- prêt de 843 915 € auprès du Crédit Agricole pour la conteneurisation du secteur de Montreuil et Saumur ;
- prêt de 37 500 € auprès du Crédit Coopératif pour le financement d'un chariot télescopique ;
- prêt de 194 543 € auprès du Crédit Coopératif pour le financement d'une benne à ordures ménagères fonctionnant au bio-GNV ;
- prêt de 177 200 € auprès du Crédit Coopératif pour le financement d'un véhicule amplioroll fonctionnant au bio-GNV ;
- prêt de 71 572 € auprès du Crédit Coopératif pour le financement d'une mini-benne.

Pour rappel, les opérations de conteneurisation représentent plus de 50% de la dette.

L'endettement net de la société est en forte augmentation. Il s'élève 1 938 303 € contre 1 245 514 € au 31/12/2020 (+55% après une hausse de 80% l'année passée).

Du fait de la forte baisse des capitaux propres, le taux d'endettement net (endettement net / capitaux propres) augmente également fortement au 31/12/2021. Il s'élève à 482% contre un taux d'endettement net de 164% au 31/12/2020.

Taux d'endettement net



La capacité d'endettement (capitaux propres – l'endettement net) correspond à la capacité à contracter de nouveaux emprunts bancaires sans mettre en péril l'équilibre financier et donc la rentabilité. Elle évolue de façon inverse au taux d'endettement et elle confirme les marges de manœuvres désormais plus limitées pour emprunter.

La capacité d'endettement, négative depuis 2020, s'élève à -1 536 327 €.

Capacité d'endettement



2.2. PRINCIPAUX RATIOS DU BILAN

- Ratio Capitaux propres / endettement : 18% (57% en 2020)
- Ratio d'autonomie financière (Capitaux propres / Total du bilan) : 10% (22% en 2020) ;
- Ratio de liquidité générale (actif circulant / passif circulant) : 96% (63% en 2020) ;
- Ratio de couverture des emplois stables (Capitaux permanents / Actif immobilisé) : 94% (104% en 2020) ;
- Ratio de vétusté : 55% (52,5% en 2020).

Globalement, on constate une dégradation des principaux ratios du bilan, lié bien entendu à l'exercice déficitaire, mais aussi à l'augmentation de l'endettement de la société.

2.3. SITUATION DE LA TRESORERIE

La situation de trésorerie s'est dégradée en 2020. En effet, la croissance forte et rapide de la société en 2020 a généré une consommation importante de disponibilités pour faire face aux nombreux besoins liés aux investissements et au cycle d'exploitation.

Une vigilance particulière a été portée sur la trésorerie dès le début d'année 2020. Des instruments de couverture ont été mis en œuvre avec les banques, sans pour autant que la société n'ait eu besoin de les activer en 2020 (autorisation de découvert).

Un avenant au contrat de quasi-régie a été négocié avec la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire en début d'année 2021 pour modifier les modalités de versement de la rémunération forfaitaire. La SPL Saumur Agglopropreté est désormais rémunérée par avance des prestations de service qu'elle exécute trimestriellement.

Cette modification du contrat a permis d'améliorer la situation de la trésorerie.



3. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

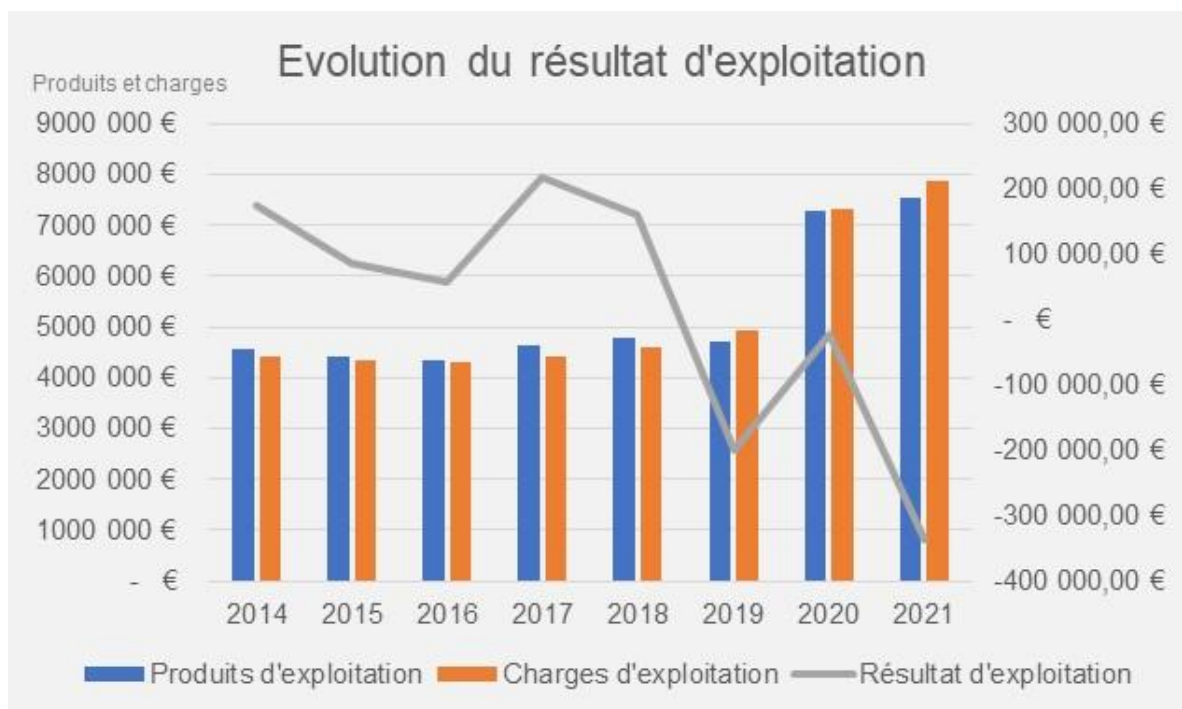
Comme vu précédemment, le compte de résultat affiche une perte de 301 906 €. Le tableau suivant reprend les grandes lignes du compte de résultat.

Le budget initial prévoyait une perte de 110 k€. A cela s'ajoute le dépassement des coûts de traitement des déchets (-150 à - 200 k€) dus au coût des déchets déposés en déchèterie (ceux-ci étant en hausse significative par rapport à 2020).

	EXERCICE 2020	EXERCICE 2021	Evolution 2021 vs 2020
Produits d'exploitation	7 299 704,49 €	7 536 532,70 €	3,2%
Chiffre d'affaires	7 214 285,22 €	7 445 496,69 €	3,2%
Subvention d'exploitation	5 000,00 €	22 730,00 €	354,6%
Transfert de charges	80 307,07 €	68 299,87 €	-15,0%
Autres produits	112,20 €	6,14 €	-94,5%
Charges d'exploitation	7 322 551,05 €	7 873 368,40 €	7,5%
Achat de marchandises	17 088,13 €	42 258,50 €	147,3%
Achat de matières premières	68 082,68 €	25 153,75 €	-63,1%
Autres achats - charges externes	3 586 656,49 €	3 797 650,61 €	5,9%
Impôts et taxes	90 847,30 €	85 105,35 €	-6,3%
Salaires et traitements	2 194 059,93 €	2 405 617,37 €	9,6%
Charges sociales	958 240,81 €	953 741,06 €	-0,5%
Dotation amortissement	405 583,31 €	561 486,25 €	38,4%
Autres dotations	548,00 €	- €	-100,0%
Autres charges	1 444,40 €	2 355,51 €	63,1%
Résultat d'exploitation	- 22 846,56 €	- 336 835,70 €	1374,3%
Produits financiers	46,49 €	- €	
Charges financières	7 916,45 €	12 308,38 €	55,5%
Résultat financier	- 7 869,96 €	- 12 308,38 €	56,4%
Résultat courant avant impôt	- 30 716,52 €	- 349 144,08 €	1036,7%
Produits exceptionnels	57 546,51 €	57 755,11 €	0,4%
Charges exceptionnelles	8 743,93 €	10 634,62 €	21,6%
Résultat exceptionnel	48 802,58 €	47 120,49 €	-3,4%
Impôts sur les sociétés	- 360,00 €	- 117,00 €	-67,5%
Résultat de l'exercice	18 446,06 €	- 301 906,59 €	-1736,7%

3.1. LE RESULTAT D'EXPLOITATION

A. ÉVOLUTION GLOBALE



L'évolution des produits et charges d'exploitation reflète la croissance de la SPL Saumur Agglopropreté, qui intervient en 2020 sur un périmètre plus large (+62% d'habitants collectés).

En 2021, la hausse des tonnages collectés a engendré une hausse des coûts (notamment de sous-traitance), à l'origine de l'évolution négative du résultat d'exploitation.

B. LES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation sont de différents ordres :

- la redevance forfaitaire versée par la Communauté d'agglomération pour l'exécution du service ;
- les recettes de vente de ferraille ;
- le produit de ventes (composteurs), les prestations diverses, les dépôts des communes et des professionnels en déchèterie et les refacturations de frais entre Saumur Agglopropreté et la SémA-E ;
- divers produits, comptabilisés en dehors du chiffre d'affaires, dont les subventions, le remboursement de la TICPE, les remboursements d'arrêt maladie

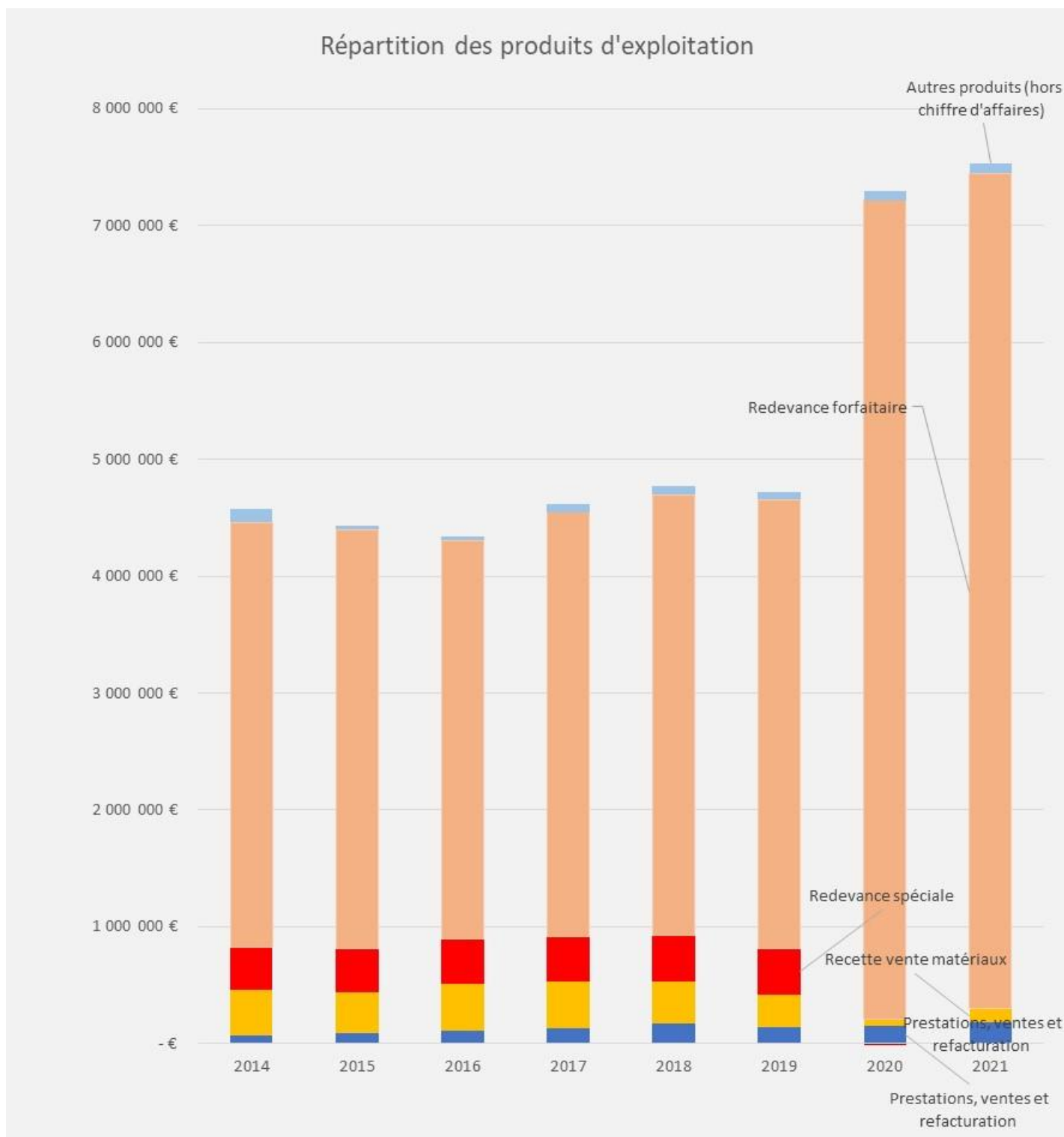
Le montant de la redevance versée par la Communauté d'agglomération se stabilise en 2021, après une hausse importante en 2020, qui reflétait l'augmentation du périmètre d'intervention de la SPL Saumur Agglopropreté.

Par contre, les recettes liées à la vente de matériaux est en hausse significative en 2021 (+121 %), portées par l'augmentation du cours des matières, notamment la ferraille.

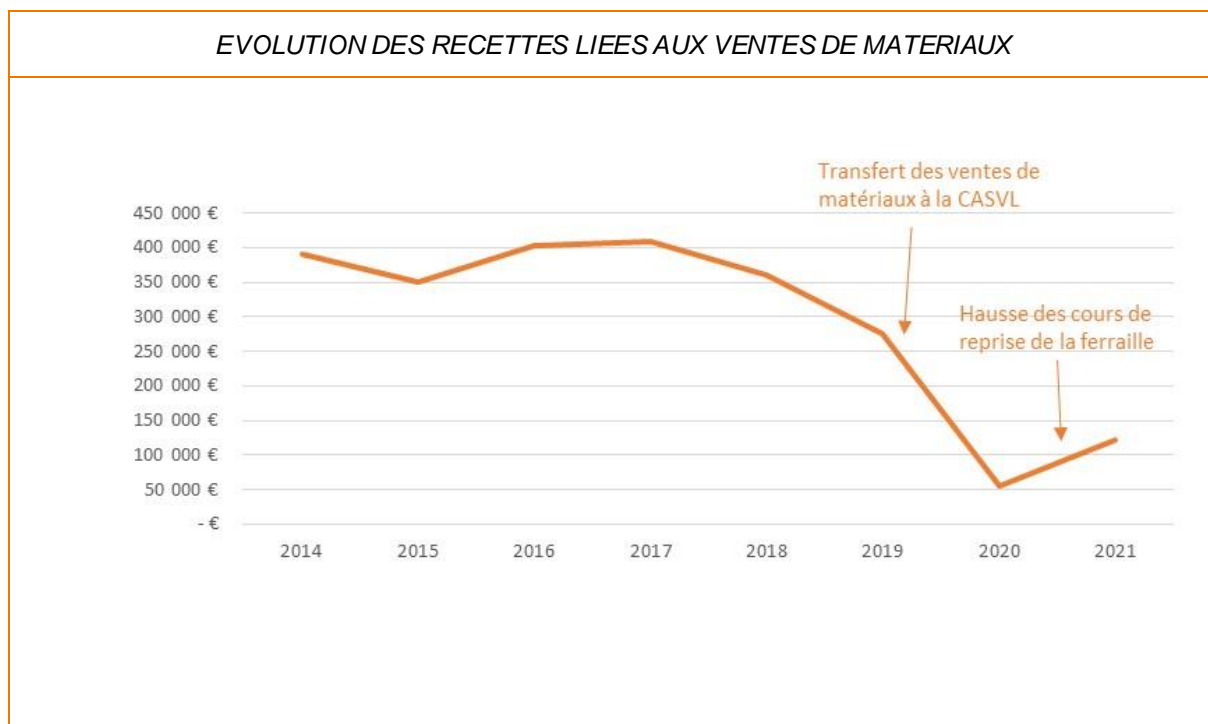
La facturation de la redevance spéciale est, depuis l'exercice 2020, comptabilisé de manière différente. La SPL Saumur Agglopropreté procède à l'élaboration des contrats et à la facturation

pour le compte de la communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire. La redevance spéciale n'entre donc plus dans les produits d'exploitation de la société.

De même, de nombreuses ventes de matériaux sont réalisées directement par la Communauté d'Agglomération depuis 2020.

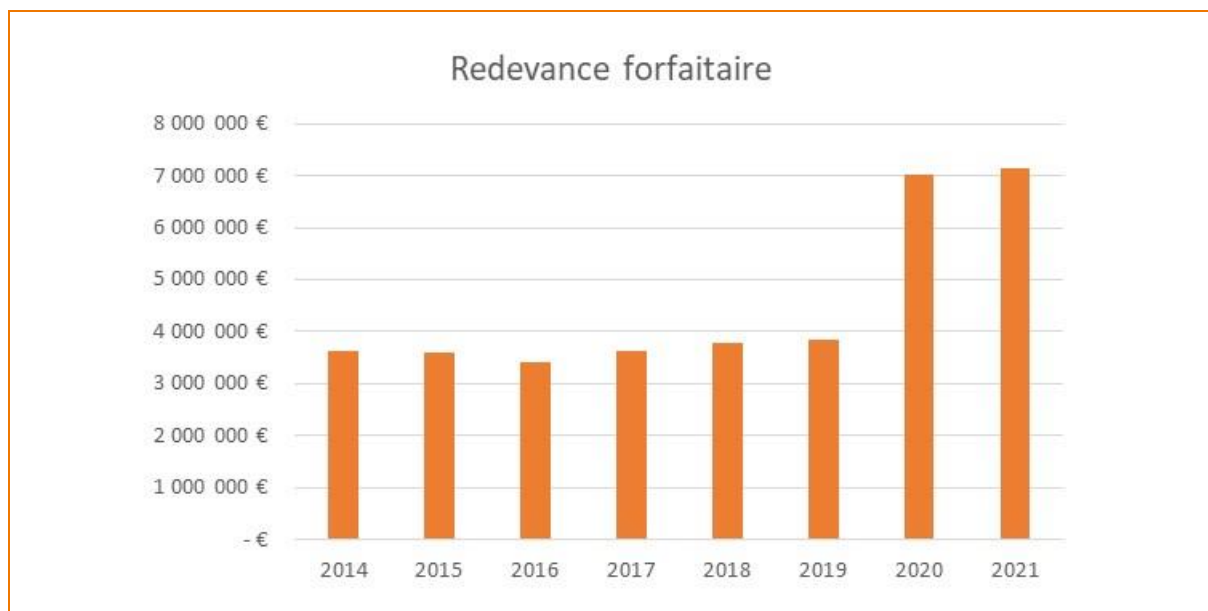


Le graphique ci-dessous présente les variations des recettes liées à la vente de matériaux.



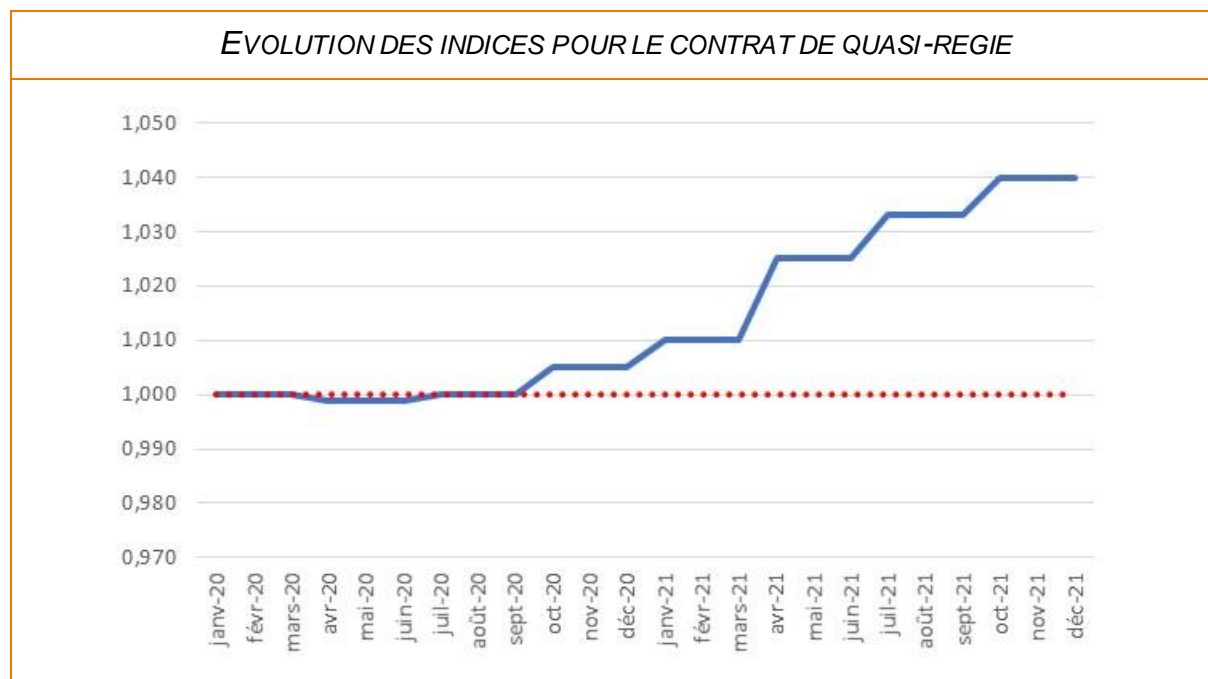
a. ZOOM SUR LA REDEVANCE VERSEE PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

Le montant versé par la Communauté d'agglomération mensuellement est déterminé dans le contrat de quasi-régie et est revu trimestriellement par le biais d'indices.



Le graphique suivant présente l'évolution des indices depuis la mise en place du nouveau contrat de quasi-régie. Les indices suivent notamment l'évolution des salaires dans les métiers de déchets et du carburant.

La formule de révision a été revue en 2020 pour minimiser l'impact de la variation du carburant sur la rémunération.



A noter que l'avenant n° 3 au contrat de quasi-régie modifie les conditions de révision de la rémunération. Ainsi, à partir du 1^{er} janvier 2022, la révision sera annuelle et non plus trimestrielle. La première révision interviendra donc le 1^{er} janvier 2023 et non pas le 1^{er} avril 2022.

C. LES CHARGES D'EXPLOITATION

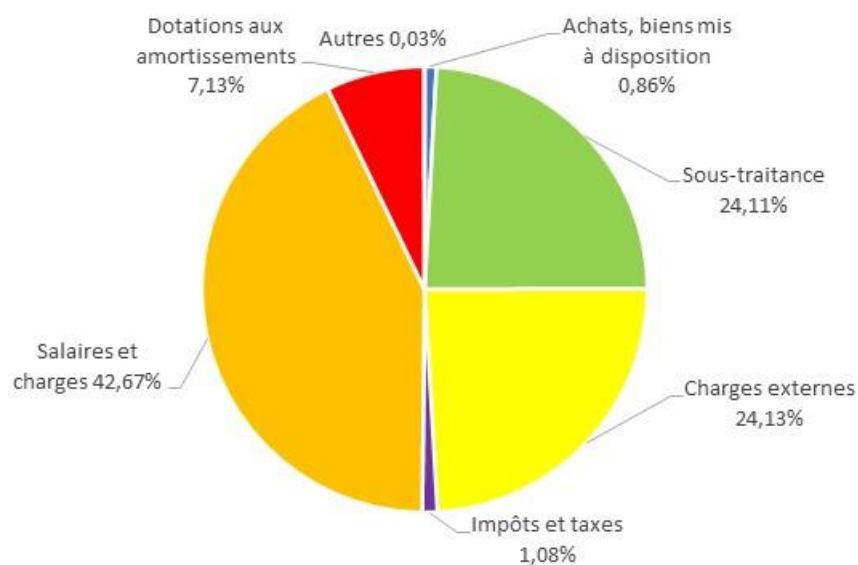
Les charges d'exploitation sont de différents ordres :

- achat de biens mis ensuite à disposition des usagers (composteurs, sacs jaunes, bacs)
- sous-traitance
- charges externes diverses (exploitation ou fonctionnement de la structure)
- salaires, traitement et charges sociales
- impôts et taxes
- dotations aux amortissements et aux provisions.

Proportionnellement, plus de 40% des charges d'exploitation sont liées à la masse salariale.

Environ un quart est liée à la sous-traitance et aux charges externes, comme le montre le graphique ci-dessous. Les dotations aux amortissements et aux provisions représentent le 4^e poste de dépenses. Les autres coûts sont relativement faibles (achats et bien mis à disposition, impôts et taxes).

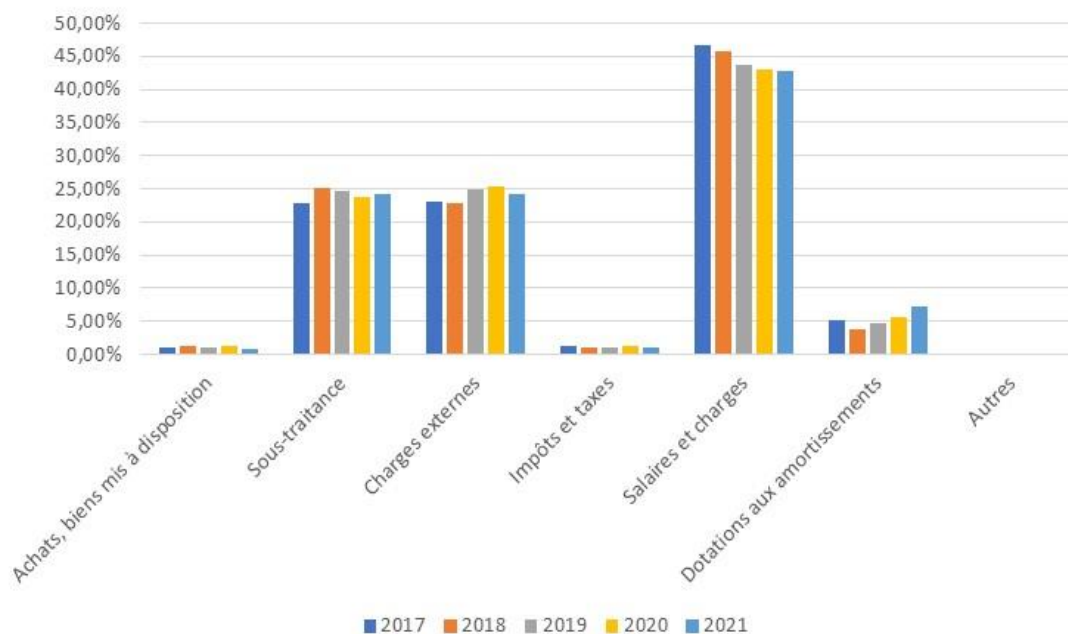
REPARTITION DES CHARGES D'EXPLOITATION PAR CATEGORIE – ANNEE 2021



Le graphique suivant montre que cette proportion est sensiblement la même au fil des ans.

On constate toutefois une baisse régulière du poids de la masse salariale et une augmentation de la sous-traitance et des dotations aux amortissements en 2021.

EVOLUTION DES CHARGES D'EXPLOITATION 2017-2021



	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021 vs 2020
Achats, biens mis à disposition	47 532,17 €	56 530,03 €	49 885,27 €	85 170,81 €	67 412,25 €	-17 758,56 €
Sous-traitance	1 007 739,16 €	1 152 508,95 €	1 214 268,05 €	1 731 005,39 €	1 898 040,09 €	167 034,70 €
Charges externes	1 013 047,62 €	1 055 323,26 €	1 224 081,40 €	1 855 651,10 €	1 899 610,82 €	43 959,72 €
Impôts et taxes	56 797,40 €	50 721,45 €	46 784,72 €	90 847,30 €	85 105,35 €	-5 741,95 €
Salaires et charges	2 054 140,61 €	2 113 942,01 €	2 146 135,32 €	3 152 300,74 €	3 359 358,43 €	207 057,69 €
Dotations aux amortissements	222 935,15 €	180 031,36 €	233 923,41 €	405 583,31 €	561 486,25 €	155 902,94 €
Autres	1 062,20 €	273,87 €	122,92 €	1 444,40 €	2 355,51 €	911,11 €
Total charges	4 403 254,31 €	4 609 330,93 €	4 915 201,09 €	7 322 003,05 €	7 873 368,70 €	551 365,65 €

Les charges d'exploitation sont en hausse de 551 365,65€ en 2021.

Cette hausse de 7,5% s'explique par l'augmentation des postes suivants :

- sous-traitance, à cause de l'évolution forte des tonnages collectés en 2021 : +167 k€ ;
- salaires et charges : +207 k€, même si cette hausse résulte d'un transfert depuis l'intérim, ce poste ayant diminué de 185 k€ ;
- dotations aux amortissements, sous l'effet des investissements réalisés notamment pour conteneuriser le secteur Sud et Saumur en 2021.

3.2. LE RESULTAT EXCEPTIONNEL

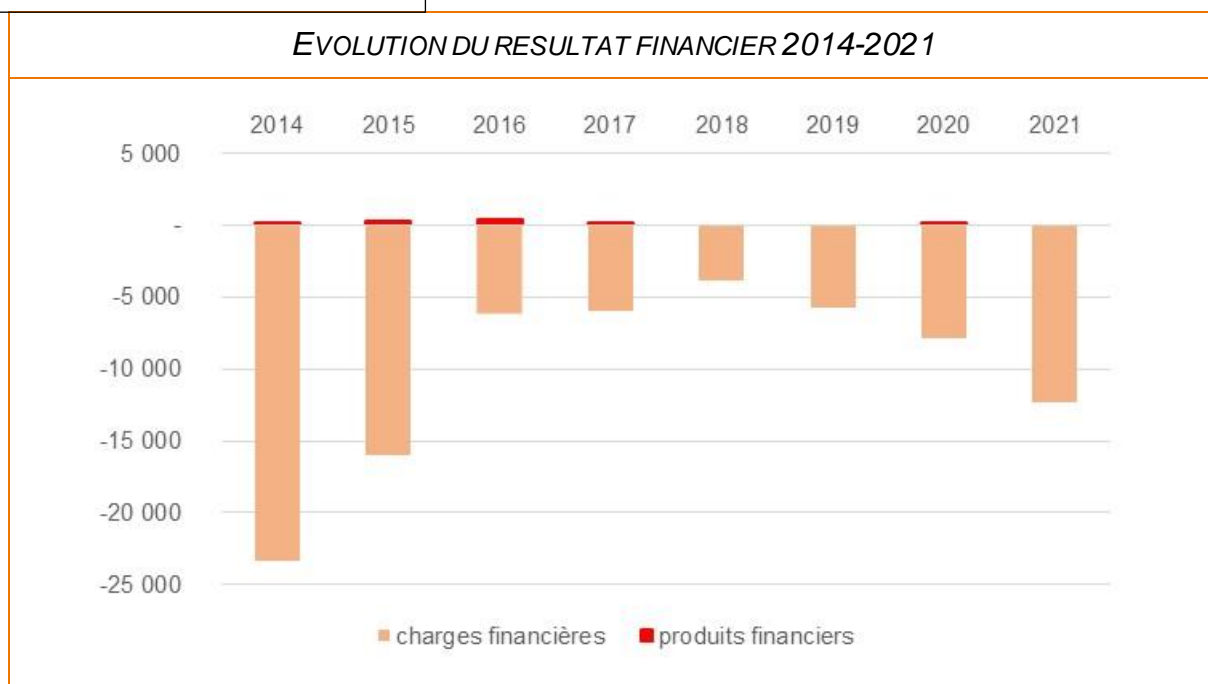
En 2020, le résultat exceptionnel est composé en majeure partie d'une reprise sur les amortissements dérogatoires.

Pour rappel, une provision pour risque a été comptabilisée en 2020. Elle concerne le contentieux avec la société Performance Environnement (candidat non retenu dans le cadre du marché de mise en balles des cartons). La provision s'élevait à 7 570 € (évaluation financière du risque). Le contentieux n'ayant pas évolué en 2021, la provision a été maintenue. Ce contentieux n'a donc pas d'incidence sur les comptes 2021.

Le résultat exceptionnel pour 2021 s'élève à 47 120,49 €.

3.3. LE RESULTAT FINANCIER

On constate un résultat financier négatif, du fait de l'absence de produits financiers et de l'existence d'intérêts d'emprunt.



Le résultat financier s'est amélioré entre 2014 et 2018, du fait de l'épuration des dettes de la société.

Par contre, celui-ci s'est à nouveau dégradé depuis 2019 car la structure a contracté de nouveaux emprunts pour financer les investissements réalisés.

Le résultat financier s'élève en 2021 à – 12 308,38 €.

4. LE CALCUL DE L'IMPOSITION DE LA SOCIETE

Montant de l'impôt dû au titre de l'exercice avant imputation de la réduction d'impôt	0 €
Montant de la réduction d'impôt mécénat	- 117 €
Total	- 117 €

Le niveau d'imposition de la société est négatif en 2021.

En effet, outre les crédits d'impôts liés au mécénat, la structure ne sera pas redevable de l'impôt sur la société du fait de la perte constatée.

5. LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

En vue d'une analyse plus approfondie des chiffres que nous venons de vous présenter, nous avons souhaité vous préciser les principaux soldes intermédiaires de gestion, adaptés à l'analyse de l'activité de notre société.

5.1. LA VALEUR AJOUTEE PRODUITE

La valeur ajoutée se calcule en soustrayant du chiffre d'affaires et de la vente des marchandises, le coût des matières premières et des marchandises, de la sous-traitance, des autres achats et des charges externes.

On obtient une valeur ajoutée pour 2020 de **3 580 433 €**, soit 48 % du chiffre d'affaires. Elle est en baisse de 1% par rapport à 2020. Les économies réalisées sur l'intérim n'ont pas suffi à compenser la hausse des coûts de traitement des déchets (effet volume et prix), qui se traduisent par la hausse des coûts de sous-traitance.

5.2. L'EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION

L'excédent brut d'exploitation (EBE), qui mesure la performance économique de notre société, c'est-à-dire celle que réalise sa seule exploitation, s'élève à **158 700 €**, alors qu'il s'élevait à 304 309 € en 2020.

Cette baisse du niveau de l'EBE s'explique par la hausse des frais de personnels, par transfert depuis l'intérim.

5.3. LE RESULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation s'établit en perte, à **-336 835 €**, contre -22 846 € en 2020, sous l'effet des dotations aux amortissements, en hausse importante par rapport à 2020, à cause des opérations de conteneurisation sur Saumur et le secteur Sud.

6. DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

La société a contracté en 2021 cinq emprunts supplémentaires pour un montant de 1 324 730 € :

- prêt de 843 915 € auprès du Crédit Agricole pour la conteneurisation du secteur de Montreuil et Saumur ;
- prêt de 37 500 € auprès du Crédit Coopératif pour le financement d'un chariot télescopique ;
- prêt de 194 543 € auprès du Crédit Coopératif pour le financement d'une benne à ordures ménagères fonctionnant au bio-GNV ;
- prêt de 177 200 € auprès du Crédit Coopératif pour le financement d'un véhicule ampliroll fonctionnant au bio-GNV ;
- prêt de 71 572 € auprès du Crédit Coopératif pour le financement d'une mini-benne.

Pour rappel, les opérations de conteneurisation représentent plus de 50% de la dette.

Par ailleurs, 4 prêts sont arrivés à échéance courant 2021.

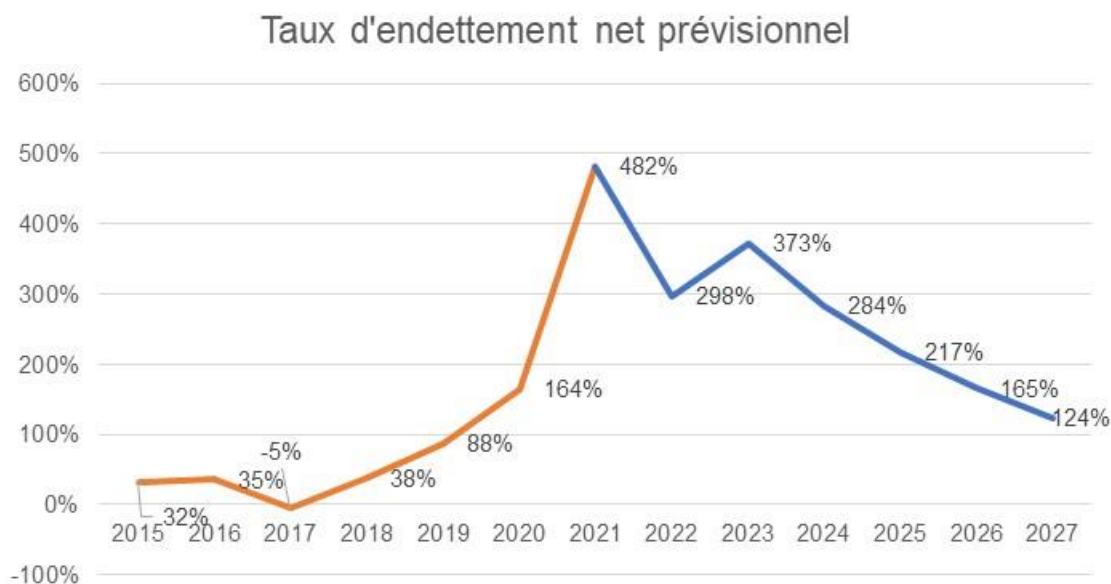
Le montant total de la dette inscrite au bilan au 31 décembre 2021 est de 2 189 151 €, en augmentation de 66% par rapport à 2020.

De nouveaux financements seront à mobiliser en 2022 pour financer les investissements nécessaires pour assurer les prestations en interne sur le secteur Ouest :

- collecte en porte-à-porte : achat de 4 bennes à ordures ménagères ;

- collecte des points d'apports volontaires : achat d'une grue 32 tonnes ;
- gestion du bas de quai : achat d'une vingtaine de caissons.

Ainsi, l'endettement de la société va encore augmenter à partir de 2023, avant d'entamer une décrue sous l'effet de la baisse des dettes (même en prenant compte le financement d'investissements de renouvellement) et de reconstitution des fonds propres.



7. INFORMATIONS SUR LE SOLDE DES DETTES FOURNISSEURS DE L'EXERCICE

Article D. 441 I, 1° du Code de commerce : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	1 A 30 JOURS	31 A 60 JOURS	61 A 90 JOURS	91 JOURS ET PLUS
Montant total TTC des factures concernées	377 538 €	220 492 €	6 024 €	9 589 €

Article D. 441 I, 2° du Code de commerce : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	1 A 30 JOURS	31 A 60 JOURS	61 A 90 JOURS	91 JOURS ET PLUS
Montant total TTC des factures concernées	46 036 €	12 848 €	1 091 €	1 408 €

8. DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

Aucun dividende n'a été versé lors des 3 derniers exercices.

9. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

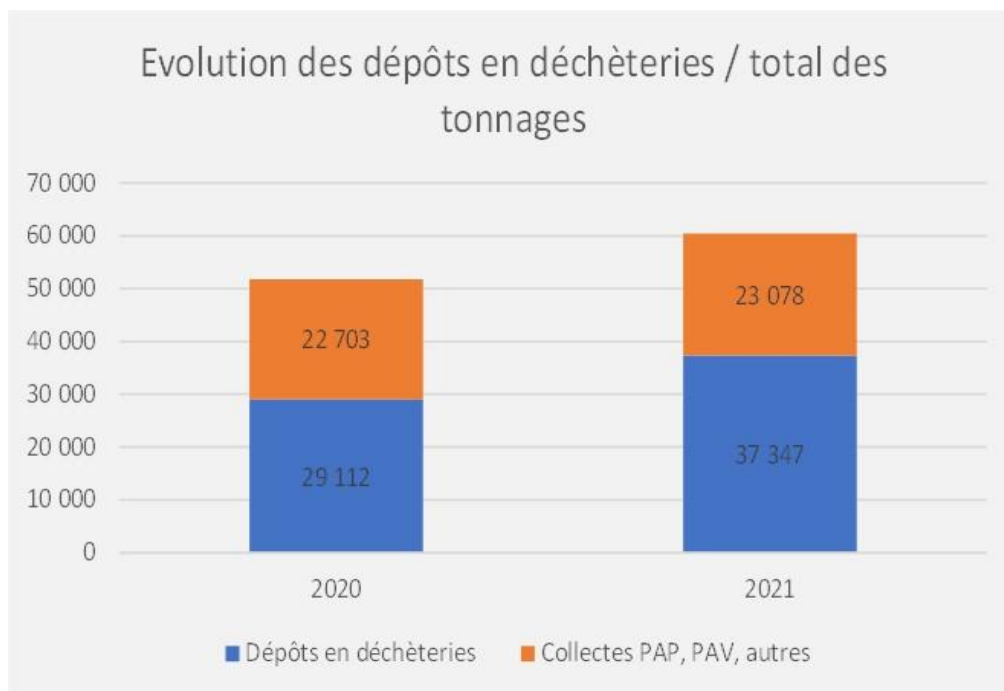
Comme indiqué dans la première partie de ce rapport, le Conseil d'Administration a désigné Monsieur David GOUDET en tant que Directeur général, à partir du 15 janvier 2022 et pour une durée indéterminée. Celui-ci remplace Madame Aurélie KAMINSKI, démissionnaire de ses fonctions.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Saumur Agglopropreté a été mandatée dès 2019 pour travailler sur la préparation de la mise en place du nouveau contrat de gestion des déchets avec l'Agglomération, au 1^{er} janvier 2020, dans un contexte d'élargissement du périmètre 2020.

Cette évolution dans les missions de la société a généré des charges exceptionnelles, des investissements substantiels, et un recours important à l'endettement, qui ont dégradé sensiblement les ratios bilantiels. Le budget 2021 prévoyait un résultat en perte.

Ce changement de dimension important a été rendu encore plus complexe et plus incertain avec l'arrivée d'une crise sanitaire sans précédent en cours d'année 2020. En 2021, au terme d'une année à peu près « normale », les tonnages collectés, notamment en déchèteries, ont explosé :



Ces différents éléments sont à l'origine d'un résultat dégradé avec une perte s'élevant pour l'exercice 2021 à 301 906 €.

L'endettement continue à s'accroître, et les ratios bilantiels à se dégrader. Les fonds propres ne couvrent plus que 15 jours d'activité. La problématique du niveau de trésorerie a été traitée spécifiquement (avenant n°2 au contrat de quasi-régie).

Cette situation a conduit la Direction et le Conseil d'Administration à travailler sur un plan d'actions dès la mi-année 2021. Celui-ci s'est précisé et accentué à l'arrivée du nouveau Directeur général.

Ce plan d'actions vise à se recentrer sur le cœur de métier, faire des économies sur les charges générales, et trouver des pistes d'optimisation dans les activités de la SPL Saumur Agglopropreté.

L'objectif est de retrouver l'équilibre financier en 2022 et de reconstituer progressivement le niveau des fonds propres pour aborder sereinement les prochaines années, à un moment où la SPL Saumur Agglopropreté va atteindre un niveau d'activité de croisière avec la stabilisation de son périmètre d'intervention.

Partie 4. Engagements de la collectivité au sein de la SPL Saumur Agglopropreté

1 CAPITAL SOUSCRIT

Le capital souscrit par la Communauté d'agglomération s'élève à 80 000 €. Il est réparti en 80 actions d'une valeur de 1 000 € chacune.

Ces actions ont été transférées au 1^{er} janvier 2017 à la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire de la Communauté d'agglomération Saumur Loire Développement.

2 AVANCE EN COMPTE COURANT D'ASSOCIE

La Communauté d'agglomération n'a pas concédé d'avance en compte courant d'associé à la SPL.

3 GARANTIE D'EMPRUNT

La collectivité a garanti un emprunt en 2020. Cet emprunt a pour objet le financement des bacs pour la conteneurisation du secteur de Montreuil et Saumur, pour un montant de 843 915 € et pour une durée de 7 ans.

La garantie porte sur 50% du prêt.

Cette garantie a été validée par le Conseil d'Administration du 11 décembre 2020 et a fait l'objet d'une validation par le Conseil Communautaire de la CASVL du 17 décembre 2020.

4 LES CONVENTIONS ET CONTRATS

La SPL assure pour le compte de la communauté d'agglomération la collecte des ordures dans les zones d'activité, ainsi que le balayage des zones d'activités.

Partie 5. Apports de la SPL à la collectivité

La création de la SPL a permis à la collectivité de se doter d'un outil pour la gestion de son service déchets ménagers et pour la propreté, qui présente de nombreux intérêts pour la collectivité.

1 Rappel : présentation de l'outil SPL

EPL = Entreprises publiques locales		
Entreprises	Publiques	Locales
Les EPL sont des sociétés anonymes régies pour l'essentiel par le Code de commerce. Ce statut est gage de souplesse, de réactivité et de transparence pour les collectivités locales à la fois actionnaires et clientes. Dans les Sem, les actionnaires privés apportent leur savoir-faire et contribuent au management de l'entreprise. Comme toutes les entreprises, les EPL recherchent la satisfaction du client, la performance de gestion, la création de résultats ainsi que la motivation de ses salariés et actionnaires.	Les EPL interviennent dans le cadre des compétences des collectivités locales et se voient ainsi confier la réalisation ou la gestion de multiples missions et services d'intérêt public. Le capital des EPL est majoritairement ou exclusivement détenu par les collectivités locales. Une telle maîtrise est pour ces dernières l'assurance que les EPL intégreront pleinement leurs orientations stratégiques et politiques.	L'une des principales forces des Epl réside dans la connaissance du territoire dans lequel elles sont enracinées. Elles apportent des solutions adaptées aux enjeux locaux, privilégient les ressources locales, créent des emplois de proximité durables et sont des entreprises indélocalisables.

La performance

Les SPL proposent une véritable gestion d'entreprise, source de performance, de réactivité et de souplesse. Leurs salariés relèvent du droit privé de même que leur comptabilité. Satisfaction du client, recherche de la rentabilité, rapidité des circuits de décision, adéquation constante des moyens aux objectifs de l'entreprise, sont les autres véritables plus apportés par les SPL à la gestion publique locale.

L'ancrage territorial

Les SPL sont des entreprises localement enracinées et dédiées à l'attractivité, au développement et à la cohésion des territoires de leurs actionnaires publics. Elles apportent des solutions adaptées aux enjeux locaux, privilégient les ressources locales, créent des emplois de proximité durables et sont des entreprises non délocalisables.

La transparence

Les SPL se caractérisent également par la transparence de leur gestion. Ce sont des sociétés très contrôlées, cumulant des contrôles internes (contrôle analogue) et externes à la fois publics (par exemple : Chambre régionale des comptes) et privés (par exemple : Services fiscaux).

La priorité donnée à l'intérêt général et aux citoyens

Si les SPL doivent s'inscrire dans une logique de performance, celle-ci n'est pas guidée par une recherche exclusive de profits. Dans une EPL, l'intérêt général et celui des citoyens priment sur les intérêts purement financiers.

Souplesse dans la contractualisation juridique

La SPL constitue un « prestataire privé à actionnaires publics ». La Collectivité peut s'adresser librement sans mise en concurrence à une SPL pour des prestations ou des missions classiquement définies comme des marchés publics.

L'absence de telles procédures est synonyme d'un gain de temps et d'argent non négligeable dans la conduite des projets. Pour une ville de plus de 150 000 habitants, on évalue entre 70 000 et 100 000 euros le coût par projet urbain des appels d'offres dont les Spl permettent de se dispenser. Le gain de temps est lui estimé entre 3 et 6 mois pour chaque projet (*source : Fédération des EPL*).

Evolutivité : Au fil du temps, les projets et missions confiés peuvent évoluer sans que cela n'affecte la nature et le régime de ces relations contractuelles

Par ailleurs, la SPL Saumur Agglopropreté a permis d'apporter à la collectivité un **outil financier**. En effet, les résultats des exercices avant 2018 ont été positifs et ont contribué à renforcer les fonds propres de la société (ceux-ci s'élevaient à 783 k€ au 31/12/2018). Cette solidité financière signifiait une capacité accrue à investir, une capacité à anticiper et à préparer les projets en amont (exemple : investissements en véhicules, conteneurisation du secteur Nord dès 2019), mais aussi une capacité à résister à des crises majeures et à leurs conséquences financières (exemple : crise sanitaire du Covid-19).

Cette souplesse a notamment permis de préparer et d'anticiper le nouveau contrat de quasi-régie avec la CASVL, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2020 :

- communication avec les élus, réunions publiques d'information avec les usagers ;
- programmation en amont des investissements nécessaires (investissements en véhicules, conteneurisation du secteur Nord dès 2019) ;
- préparation opérationnelle : recrutements, prestations d'intérim, organisation des tournées,....

Au 31 décembre 2021, les fonds propres ont diminué et s'élèvent à 401 k€. L'objectif est désormais de reconstituer progressivement les fonds propres (comme indiqué au paragraphe sur les comptes annuels) pour aborder sereinement les prochaines années, à un moment où la SPL Saumur Agglopropreté va atteindre un niveau d'activité de croisière avec la stabilisation de son périmètre d'intervention.

2 LES SERVICES RENDUS A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

La SPL assure principalement la gestion des déchets pour la communauté d'agglomération.

Elle a aussi en charge des contrats de propreté pour les zones d'activités.

Elle assure aussi la gestion des déchets dans diverses manifestations organisées par l'EPCI ou ses satellites (Anjou Vélo Vintage) mais aussi pour certains services de la collectivité (ex. service gens du voyage).

Partie 6. Exercice du mandat d'administrateur

1. LES REPRESENTANTS DE LA CASVL AU SEIN DE LA SPL

Pour rappel, la société est gérée par un Conseil d'administration, où siègent 10 administrateurs, dont 8 sont les représentants de la Communauté d'Agglomération.

Les représentants de la Communauté d'agglomération sont les suivants :

- Madame Sylvie BEILLARD
- Monsieur Jackie GOULET
- Monsieur Grégory PIERRE
- Monsieur Gérard POLICE
- Madame Sylvie PRISSET
- Monsieur Christian RUAULT
- Madame Jacqueline TARDIVEL
- Monsieur Eric TOURON, en cours de remplacement par Madame Nicole MOISY au 31/12/2021.

M. Gérard POLICE a été élu Président du Conseil d'Administration le 10 septembre 2020.

La Communauté d'Agglomération détient 80 % des actions et est représentée à l'Assemblée générale par M. Christian RUAULT.

2. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En 2021, 6 conseils d'administration ont eu lieu.

Le 16 février 2021, consacré essentiellement à un point d'actualité juridique, opérationnel et financier :

- information sur la mise en place d'un contrôle analogue ;
- information sur les achats de plus de 25 000 € HT passés en 2020 ;
- premier bilan de l'année 2020 et projection financière.

Le 27 avril 2021, consacré essentiellement :

- à la validation de l'avenant n°1 au contrat de quasi-régie pour l'exploitation et l'animation du service de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant sur la nouvelle stratégie de communication (dès lors reprise en interne par la CASVL) ;
- à la validation de l'avenant n°2 au contrat de quasi-régie pour l'exploitation et l'animation du service de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant sur la mise en place de nouvelles modalités de versement de la redevance forfaitaire ;
- à la validation du projet de rapport de gestion ;
- à l'arrêté des comptes 2020 ;
- à la présentation du projet d'intégration du secteur de Doué au périmètre d'intervention de la SPL Saumur Agglopropreté et à la validation des premières modalités d'intervention de la SPL Saumur Agglopropreté.

Le 6 juillet 2021 et le 21 septembre 2021, consacrés essentiellement à un point d'actualité juridique, opérationnel et financier (tendance financière à la fin de l'année), à la présentation de premières versions de budget 2022 et à l'autorisation pour l'achat d'équipements en vue de la reprise du secteur de Doué en 2022.

Le 16 novembre 2021, consacré essentiellement à la validation du plan d'actions d'optimisation budgétaire construit en lien avec la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et à un point sur la tendance financière à la fin de l'année.

Le 14 décembre 2021, consacré à :

- la gouvernance (départ de la Directrice générale et nomination d'un nouveau Directeur général) ;
- la validation du budget 2022 ;
- la validation de l'avenant n°3 au contrat de quasi-régie conclu avec la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, traitant de l'intégration du secteur de Doué au périmètre d'intervention de la SPL Saumur Agglopropreté.

Par ailleurs, un point sur les marchés (demande d'autorisation pour le lancement et information sur les conditions d'attribution : montants et candidats retenus) a été réalisé régulièrement pendant l'année à l'occasion de plusieurs Conseils d'Administration.

3. ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale a eu lieu le 24 juin 2021

L'ordre du jour a été le suivant :

- Approbation des comptes 2020
- Affectation du résultat
- Approbation des conventions réglementées et du rapport spécial du CAC sur les conventions réglementées
- Formalités et pouvoirs
- Questions diverses